

# CROIX DE GUERRE et VALEUR MILITAIRE

REVUE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE  
Affiliée à la Fédération André Maginot - Groupement n°31 - Toutes les générations du feu

## Dossier

La guerre,  
le cas de  
l'Ukraine

p.5 à p.14



N°350 - Décembre 2022 4<sup>ème</sup> trimestre





**ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE**  
Fondée en 1919. Déclarée conformément à la loi du 1-VII-1901. Approuvée par le ministre de l'Intérieur. Reconnue d'utilité publique : décret du 22 avril 1963. Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Gr. 31

**Comité d'honneur :**

Général d'armée (2S) Bertrand Ract-Madoux, Amiral (2S) Alain Oudot de Dainville, Général d'armée (2S) Denis Favier, Médecin général inspecteur (2S) Jean-Louis André, Général d'armée aérienne (2S) Stéphane Abrial, Renaud Denoix de Saint Marc, vice-président du Conseil d'Etat (H), la Ville de Paris

**Présidents d'honneur :**

Général (2S) Jacques Larchet  
Chef d'escadrons (H)  
François Castanier

**Président national :**

Michel Bachette-Peyrade

**Vice-Présidents :**

Alain Bonnet, Daniel Gyre

**Secrétaire général :**

Emmanuel Montanié

**Secrétaire général adjoint :**

Fabrice Tedoldi

**Trésorière nationale :**

Jacqueline Combémoré

**Trésorier national adjoint :**

Christophe Barthélémy

**Chancelier :**

Christian Bayol

**Conseil d'administration :** Michel

Bachette-Peyrade, Christophe Barthélémy, Christian Blondel, Alain Bonnet, Hervé Bonnier, Michel Bugeaud, Pierre Castillon, Jacqueline Combémoré, Franck Galland, Frédéric Drujon, Jean Folia, Daniel Gyre, Emmanuel Montanié, Loïc Salmon, Fabrice Tedoldi (conseiller technique).

**ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :**

A.N.C.G.V.M.  
Hôtel national des Invalides  
Cour d'honneur escalier H  
129, rue de Grenelle - 75007 PARIS

**TRÉSORIÈRE NATIONALE :**

Jacqueline Combémoré - 01 44 42 38 47  
Courriel : tresoriere.ancgvm@sfr.fr

**PERMANENCE SECRÉTARIAT :**

mardi, mercredi et jeudi 9h30-16h00  
Charlette Dumont - 01 44 42 38 47  
Courriel : ancgvm@sfr.fr

# SOMMAIRE

■ ÉDITORIAL.....	3
■ DOSSIER.....	5
<i>La Guerre, le cas de l'Ukraine</i>	
	
■ HISTOIRE.....	15
■ CULTURE.....	18
■ INSTITUTIONS MILITAIRES DÉCORÉES.....	20
■ INSTITUTIONS CIVILES DÉCORÉES.....	23
■ VILLES DÉCORÉES.....	25
■ UNITÉS DÉCORÉES.....	29
■ VIE DES SECTIONS.....	33
■ FORMULAIRES D'ADHÉSION.....	35
■ CARNET.....	38

Des informations complémentaires sur la Défense, renouvelées périodiquement, sont accessibles sur le **site internet** :

[www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr](http://www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr)



« Croix de guerre et Valeur militaire »

« Valeur Militaire »

« Croix de guerre et Valeur militaire »

**REVUE CROIX DE GUERRE ET VALEUR MILITAIRE**

Directeur de la publication : *Michel Bachette-Peyrade*

Rédacteur en chef : *Loïc Salmon* - 01 44 42 38 47 - Courriel : bulletin@gvm@sfr.fr

Imprimerie : Centr'Imprim 36101 Issoudun Cedex

Dépôt légal N° 202212.0008

Commission paritaire N° 0326 A 06885

I.S.S.N. 1247-9918



### ÉDITORIAL

*Messieurs les chefs de corps et commandants des unités décorées,*

*Mesdames et Messieurs les élus des villes décorées,*

*Mesdames et Messieurs les représentants des institutions civiles décorées,*

*Chers camarades,*



*Ce numéro de la revue « Croix de Guerre et Valeur Militaire » vient à l'issue d'une année particulièrement chargée sur fonds d'une grave crise internationale à l'Est de l'Europe, qui voit le retour de la guerre à haute intensité et entraîne nos armées à lancer de nouvelles opérations avec nos alliés de l'OTAN.*

*Riches également les événements organisés par notre association nationale dès le retour à une vie presque normale post crise sanitaire : le 30 mars, notre assemblée générale annuelle statutaire ; le 30 juin, la journée d'études consacrée aux Institutions civiles décorées de la croix de guerre ; les 5 et 6 octobre, le Congrès national à Lorient avec une assemblée spéciale de lancement de nos nouveaux statuts.*

*Je tiens à remercier en cette fin d'année nos soutiens fidèles dans l'organisation de nos événements et en premier lieu le ministère des Armées, notre ministère de tutelle, mais également la Fédération nationale André Maginot dont nous formons le Groupement n° 31 ainsi que « La France Mutualiste » et sa fondation qui marquent un intérêt constant pour nos actions. Je voudrais saluer tout particulièrement aujourd'hui le Comité d'Ille-et-Vilaine et du Morbihan, soutien de notre Congrès national de Lorient, son président Bernard Leguen et François-André Simon, administrateur et référent Ouest de La France Mutualiste, à qui nous adressons tous nos remerciements pour leur présence et la participation active de ses bénévoles.*

*Je recommande à votre lecture l'excellent « Dossier » consacré à la guerre en Ukraine, réalisé par notre rédacteur en chef Loïc Salmon, et le point d'Histoire sur le raid sur Dieppe du 19 août 1942, réalisé par le Service historique de la Défense.*

*Nous n'oublions pas en cette fin d'année tous nos militaires des trois armées et de la gendarmerie, projetés sur les théâtres d'opérations extérieurs et dans nos territoires, en métropole et outre-mers, qui assurent notre sécurité. Nous n'oublions pas non plus nos blessés et les familles de nos soldats disparus au combat. Nous devons leur assurer notre total soutien.*

*Le Conseil d'administration national vous souhaite, Unités militaires, Villes, Institutions civiles décorées, combattants sur les théâtres d'opérations d'aujourd'hui et anciens, dans vos garnisons et dans vos foyers, de joyeuses fêtes de Noël et tous ses vœux à l'occasion de la nouvelle année.*

*Bien fidèlement.*

*Michel BACHETTE-PEYRADE, président national*

ÉPARGNE  
RETRAITE

AUTO\*  
HABITATION\*

SANTÉ\*  
PRÉVOYANCE\*

EMPRUNTEUR\*



Ouvert aux OPEX

## Accompagner les acteurs de la sécurité/défense et leurs familles est notre première mission

Depuis plus d'un siècle, La France Mutualiste accompagne les familles et tout particulièrement, de par ses origines, celles du monde de la sécurité/défense, dans la préparation de leurs projets et de leur avenir.

À chaque étape de la vie et pour chacun de vos besoins, nous vous proposons un accompagnement et des conseils personnalisés dans le respect des valeurs mutualistes qui sont les nôtres.

Ainsi, nous sommes à vos côtés pour vous aider à financer vos projets, préparer votre avenir, et vous permettre de bénéficier des meilleures solutions d'épargne, de retraite et d'assurance.

Pour en savoir plus, rendez-vous :



Dans l'une de nos 60 agences



Par téléphone au 01 40 53 78 00



Ou sur [www.lafrancemutualiste.fr](http://www.lafrancemutualiste.fr)



© istock.com - Document à caractère publicitaire



L'assurance d'un esprit de famille



\*Offres distribuées par Média Courtage, Société du groupe La France Mutualiste - Courtier en assurance inscrit à l'ORIAS sous le numéro 10 058 534 vérifiable sur [www.orias.fr](http://www.orias.fr) (RCS 524 259 975 BREST) - SIRET n° 524 259 975 00026 - Rue Jean Fourastié - CS 80003 - 29480 Le Relecq Kerhuon. La France Mutualiste n'est pas l'assureur sauf pour le contrat Assurance Accidents de la Vie LFM.

LA FRANCE MUTUALISTE - Siège social - Tour Pacifique, 11-13 cours Valmy 92977 Paris La Défense Cedex - Mutuelle nationale de retraite et d'épargne soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité, immatriculée au répertoire SIRENE sous le n° SIREN 775 691 132.



## LA GUERRE, LE CAS DE L'UKRAINE

*Retour de la haute intensité*

Le conflit en Ukraine rappelle la réalité de la guerre, fait social total mobilisant tous les échelons de la société et se traduisant par une extrême violence, notamment vis-à-vis des civils. Selon Thibault Fouillet, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique, la tactique conserve son importance. En effet, la guerre en Ukraine marque le retour du combat de haute intensité en Europe, mais ne crée pas la tactique du XXI<sup>ème</sup> siècle. Elle concrétise la dialectique entre mobilité et puissance de feu avec le blocage tactique, dû aux importantes attritions des détachements blindés russes. Les modes tactiques évoluent avec l'efficacité de petits groupes, numérisés et décentralisés même de manière très sommaire, et le retour en force de l'infanterie et de l'artillerie.

Par ailleurs, la guerre urbaine n'a pas encore dépassé les modes classiques de l'encercllement et de la destruction. Dans tous les cas, si elle fonctionne, elle est très consommatrice de moyens pour l'assaillant et inflige un coût moral élevé à l'agressé. Or dans les premières heures de la guerre en Ukraine, l'impossibilité, pour les forces armées russes, de vraiment menacer Kiev d'un encerclement les a amenées à une nécessaire réarticulation à l'Est, faute d'atteindre les gains initiaux prévus. Cela illustre la pertinence de la réponse du faible au fort, soit par la rusticité des moyens déployés dans une logique un peu asymétrique, soit une logique de la techno-guérilla cohérente mise en place par les Ukrainiens. Un premier exemple apparaît avec l'utilisation, dans les premiers temps de l'offensive, du missile américain antichar Javelin comme moyen de pourfendre la fameuse force blindée russe. Un second exemple se manifeste avec l'utilisation des drones armés turcs TB2 et la

*L'Etat-major français des armées a établi la situation de la guerre en Ukraine au 9 décembre 2022. La ligne des contacts reste stable. Sur le front Nord Est (1), les forces russes ont contre-attaqué entre Svatove (Nord) et Kremina (Sud). Dans le Donbass (2), les combats se poursuivent aux environs de Bakhmout et de Donetsk. Les forces ukrainiennes défendent fermement leurs positions et se renforcent. Sur le front Sud (3), les deux belligérants tirent sur des objectifs logistiques et de commandement adverses.*



Principales frappes (aviation, drones et artillerie)  
 ● Frappe russe  
 ● Frappe ukrainienne  
 ● Commande nucléaire  
 --- Ancienne ligne de contact Donbass  
 ■ Territoires  
 ■ Zone contestée  
 ■ Zone sous contrôle russe

<i>La tactique</i>	<i>p.6</i>
<i>La « techno-guérilla »</i>	<i>p.8</i>
<i>Ukraine, l'aspect naval</i>	<i>p.10</i>
<i>Ukraine, la Turquie arbitre</i>	<i>p.12</i>
<i>Ukraine, « l'ambiance nucléaire »</i>	<i>p.13</i>
<i>OTAN, candidatures de la Finlande et de la Suède</i>	<i>p.14</i>

Dossier réalisé par Loïc Salmon, rédacteur en chef

communication sur leur efficacité dans les premières semaines de l'attaque russe. La tactique, souligne Thibault Fouillet, ne se réduit pas à des matériels ou des combattants, elle inclut des effets à produire, à savoir la volonté des forces ukrainiennes de percer le front russe et leurs avancées. Ces effets résultent de moyens techniques sophistiqués comme les lance-roquettes multiples américains Himars, qui frappent la ligne logistique russe et réduisent sa capacité. Ils proviennent aussi des obus de gros calibres, tirés en grandes quantités pour modeler la ligne d'opération et faire reculer l'adversaire.



## LA TACTIQUE

**Feu dans la profondeur et paralysie du mouvement**

*La tactique consiste à tirer le meilleur parti des ressources humaines et matérielles d'une armée à un moment précis pour lui assurer la victoire dans la bataille. Elle dépend de multiples données : effectifs ; matériels en parcs ; stocks de munitions et pièces de rechange ; innovations et ruptures technologiques ; créativité des tacticiens. Huit facteurs, qui interagissent au sein d'un système, garantissent la supériorité opérationnelle, à savoir compréhension, coopération, agilité, masse, endurance, force morale, influence et permanence du commandement.*

Le général de brigade (2S) Bruno Lassalle l'a expliqué lors d'un colloque organisé, le 10 octobre 2022 à Paris, par la Fondation pour la recherche stratégique. Depuis le premier conflit mondial, les plateformes terrestres et aériennes (chars, avions et hélicoptères) ont permis la victoire par une utilisation combinée en exploitant les communications. Quelquefois, ces conflits ont connu des pertes importantes en nombre de personnes, de chars et d'avions. Aujourd'hui, il s'agit de protéger ces plateformes et aussi les objectifs à haute valeur ajoutée, mis en péril par les moyens d'observation du champ de bataille aux grandes capacités de détection, de reconnaissance et d'identification en temps quasi réel. Même les objectifs de petites dimensions sont susceptibles d'être ciblés. Il convient donc d'éviter les concentrations sur les routes ou en rase campagne et de procéder à des mouvements protégés par la diffusion de « produits obscurcisants » ou de leurres utilisables directement par

les servants des plateformes. C'est aussi vrai pour l'artillerie qui peut participer à des manœuvres depuis la profondeur. A moyen terme, il convient de créer des « bulles de protection » aux niveaux opératif et tactique, voire micro-tactique, grâce à des mesures actives anti-obus, anti-missiles et anti-drones. Il faudra réduire les « signatures » de toute nature pour privilégier la furtivité. Dans cette perspective, il est possible que la recherche de plateformes de petites dimensions favorise la robotisation d'une partie des systèmes d'armes. Il est plus facile de réaliser une petite plateforme sans équipage. Pour le facteur agilité, il n'y a pas de révolution à attendre, à court terme, dans la vitesse des plateformes qui se déplacent au sol ou près du sol. Il faut noter le risque de paralysie de la logistique, du fait d'attaques de dépôts et de convois dans la profondeur des dispositifs. Les opérations aéroportées et les franchissements d'obstacles deviennent plus risqués. En outre, le feu gagne en efficacité depuis le début du XXIème siècle. Lors d'opérations micro-tactiques en Ukraine, les missiles de type « tire et oublie », lancés à distance de sécurité, donnent des résultats remarquables sur des chars ou des hélicoptères. Un groupe de combat avec trois missiles peut obtenir un résultat définitif sur trois chars, voire trois hélicoptères. Ces actions micro-tactiques constituent véritablement une petite révolution par rapport à la guerre froide (1947-1991). Les drones de combat, voire les drones bricolés, parviennent à mener des attaques de plus en plus importantes dans la profondeur avec des résultats significatifs. Les « munitions rôdeuses » (drones suicides), dont les premiers exemplaires sont déjà



.Le général Bruno Lassalle.

utilisés sur le terrain, réduisent les délais de la boucle OODA (observer, orienter, décider et agir). En effet, la munition elle-même va détecter la cible et la détruire car elle a été programmée pour ça. Les canons d'artillerie voient leur portée augmenter, avec des capacités accrues de tir au but grâce à des munitions précises ou guidées.

### ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES

Les prévisions à plus long terme laissent envisager les mises en service d'armes électriques ou à rayonnement. Le développement du feu apparaît comme fortement susceptible de stériliser les solutions tactiques comme lors du premier conflit mondial. Toutes ces évolutions montrent que la tendance est à la neutralisation de tout ce qui bouge ou émet sur le champ de bataille. En effet, une émission radio à partir d'une position statique va être détectée par les moyens électromagnétiques et la frappe suit tout de suite après. Finalement, le champ de bataille d'aujourd'hui est à « ciel ouvert », expression choisie après la guerre froide pour que chaque ancien belligérant puisse s'assurer que l'autre n'est pas en train de redévelopper des matériels derrière la ligne de front. Aujourd'hui, les unités des armées de Terre des deux côtés évoluent à ciel ouvert. Les moyens de frappes précises et à longues portées agissent à tous les niveaux. A la différence de la guerre de 1914-1918, ce n'est

être le signe d'un blocage stratégique. Comme précédemment, le déblocage viendra vraisemblablement de perfectionnements techniques et doctrinaux dans l'art de la guerre. Il y aura une synergie à trouver entre moyens existants et nouveaux, notamment la robotisation et la nouvelle manœuvre de type « swarming » (en essaims). Celle-ci consiste en moyens dispersés et puis rassemblés pour être utilisés de manière efficace à un endroit donné, en vue d'une manœuvre victorieuse. Il faut privilégier la manœuvre « swarming », à condition de disposer de plateformes suffisamment mobiles et agiles. Si elles ne le sont pas, il faut absolument que la manœuvre se déroule sous une bulle, similaire au « dôme de fer » en usage en Israël. Une partie de la force ou toute la force, si possible, est protégée par le brouillage afin de ramener, à l'intérieur de la bulle, le « brouillard » du champ de bataille pour l'ennemi. En outre, la protection pourrait être renforcée avec des systèmes de neutralisation des missiles, drones, roquettes et obus, qui arrivent sur les forces. Des bulles de protection, actives et assez vastes pour protéger la force, permettent, à ce moment-là, de réaliser une manœuvre de « sawarming » en dessous. La victoire dépendra de son succès. L'invariant de la tactique réside dans la manœuvre. Pour la réussir, il faut disposer des moyens adaptés et une doctrine adéquate.



## LA « TECHNO-GUÉRILLA »

## De la théorisation à la pratique

*La guérilla « scientifique » a été théorisée dans l'ouvrage « Essai sur la non-bataille », publié en 1974 par le lieutenant-colonel Guy Brossollet, officier stagiaire de l'École supérieure de guerre. Elle donne lieu à des débats en Europe dans les années 1980, surtout en Suède avec le projet de « techno-milices » et en Allemagne avec celui de « filet de défense territoriale » dissuasif. Cette « techno-guérilla » peut s'appliquer à la guerre en Ukraine, déclenchée par la Russie le 24 février 2022.*

Joseph Henrotin, chargé de recherche au Centre d'analyse et de prévision des risques, l'a présentée lors d'un colloque organisé, le 10 octobre 2022 à Paris, par la Fondation pour la recherche stratégique.

Dans les années 1970, il s'agit de se battre contre les forces armées soviétiques et de gagner suffisamment de temps pour permettre au président de la République de mettre en œuvre l'armement nucléaire. Plutôt que de livrer une bataille perdue d'avance, le colonel Brossollet imagine l'établissement un maillage de 120 km de profondeur, aux frontières entre la mer du Nord et la Suisse, avec des modules armés de la taille d'une section et qui se recouvrent les uns les autres. Ces modules de défense territoriaux seraient dotés d'armes antichars (missiles Milan, canons sans recul et mines) et appuyés par l'hélicoptère Gazelle doté du missile antichar Hot. Derrière ce rideau de 120 km, des régiments blindés mécanisés pourraient manœuvrer et intervenir dans une logique de « coups de poing ». Cette structure organique un peu complexe inclut des modules de combat en vue d'infliger une attrition à l'adver-

saire en train de progresser et de transmettre des renseignements aux régiments blindés mécanisés pour qu'ils s'organisent au mieux. En Allemagne les débats, auxquels participent des officiers en activité, portent sur « l'incapacité structurelle de l'attaque ». Il s'agit d'empêcher le Pacte de Varsovie de croire que les forces de l'OTAN seraient agressives. Il faut avoir la posture la plus défensive possible pour éviter la mauvaise perception, afin de réduire de fait le dilemme de la sécurité. Il s'agit aussi d'être dissuasif par de l'artillerie et de mines tout en restant stationnaire dans un filet de défense territoriale. Dans les conditions technologiques actuelles, ce serait suicidaire. Certains envisageaient d'aller frapper les forces de Varsovie alors affaiblies et dont les axes d'intervention seraient connus.

## APPLICATIONS EN UKRAINE

Cette techno-guérilla présente aussi des aspects maritimes...qui se manifestent dans la guerre en Ukraine ! Ainsi, la Marine ukrainienne, virtuellement anéantie dès le début des opérations, parvient à endommager gravement un croiseur et atteindre un pont en Crimée servant à l'acheminement de troupes russes, avec des drones de surface. En outre, des batteries côtières ont coulé un certain nombre de petites unités de surface russes. Le missile portatif Javelin monte à 400 m d'altitude avant de descendre vers sa cible russe, cachée derrière les arbres. S'y ajoute la connaissance du terrain par des « territoriaux » ukrainiens qui défendent leur village, alors que les Russes utilisent encore des cartes de l'époque soviétique. La première phase du conflit en Ukraine intègre





Ukraine intègre très vite la guerre de l'information. En outre, l'optimisation du renseignement repose sur un réseau mis en place très rapidement, grâce aux structures administratives ukrainiennes qui permettent à chaque citoyen d'indiquer la position de forces russes. Le renseignement fonctionne en réseau avec une grande capillarité territoriale, constituée de dizaines de milliers de capteurs. Avec son smartphone, chacun précise sur une carte ce qu'il voit. L'échelon supérieur vérifie que les Russes ne sont pas en train de diffuser de fausses informations, qu'il faut recroiser. Par ailleurs, l'artillerie ukrainienne va causer un nombre de pertes russes assez considérable, grâce encore à la « techno-guérilla ». Ainsi, via un petit logiciel installé sur son smartphone, le chef d'une section territoriale peut demander une frappe sur un endroit précis sur une carte « Google Map ». Le système va déterminer quelle est la pièce d'artillerie la plus proche pour permettre au chef de pièce, et non plus au chef de batterie, la possibilité de réagir dans les trois minutes. Ce système, très

décentralisé et sécurisé, est relié en Wi-Fi au fournisseur d'accès à internet Starlink du réseau satellitaire (privé) américain SpaceX. Il fonctionne à un bas niveau, mais l'échelon supérieur peut intervenir pour déterminer les frappes prioritaires. Par ailleurs, les drones armés, inconnus dans les années 1980, se sont imposés sur le terrain. Les Ukrainiens ont fait imprimer la grenade soviétique antichar RKG3 en trois dimensions et y ont ajouté un système de stabilisation pour la lâcher par un drone avec une grande efficacité. Toutefois, souligne Joseph Henrotin, conformément à la théorie indiquée plus haut, il faut agir militairement à plus grande échelle au niveau opératif, à savoir mener la contre-offensive avec tout ce qui contribue à la sécurité des opérations. Il faut donc voir loin, pour pouvoir planifier suffisamment à l'avance. Les Ukrainiens ne disent rien, camouflent leurs matériels et bénéficient des renseignements fournis par les pays occidentaux. Tout cela empêche les forces armées russes d'avoir une vision globale de la situation sur le terrain.



*Le contrôle d'une région dépend de celui des villes, a rappelé le général de corps d'armée (2S) Michel Yakovleff lors du colloque de la Fondation pour la recherche stratégique du 10 octobre 2022 à Paris. Les villes peuvent résister à un siège conséquent, comme Leningrad pendant 900 jours en 1941-1944. Tous les noms de batailles portent des noms de villes, comme Stalingrad (1942-1943) en Russie soviétique ou Marioupol et Sievierodonetsk (2022) en Ukraine. En Afghanistan, la victoire des talibans résulte de la*

*chute de Kaboul (2021). En dehors de lieux spécialisés comme le Cenzub (Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine, photo) en France, les exercices militaires occidentaux se déroulent dans des espaces ruraux. Le Centre d'excellence de l'OTAN pour la simulation se trouve à Rome avec une représentation de Naples en trois dimensions et une cartographie humaine avec des armées régulières, des milices, des mafieux, des factions, des politiciens, des ONG et des civils. Or le modèle de guerre à l'occidentale, c'est-à-dire américain en gros, repose sur les frappes de haute précision à longue distance. Il est inadapté au combat urbain, caractérisé par des frappes à courte distance et très dispersées. Le modèle de guerre à l'américaine impose la démolition d'une ville pour la conquérir. Les Russes connaissent le même dilemme, à savoir assiéger une ville longtemps ou la détruire complètement comme en Syrie. Les opinions publiques occidentales l'ont admis moralement pour les villes lointaines. Elles ont fermé les yeux sur le fait que, par exemple, les Israéliens détruisent un bâtiment pour éliminer un seul tireur. Mais elles ne l'accepteraient pas sur le territoire d'un pays membre de l'OTAN, souligne le général Yakovleff.*



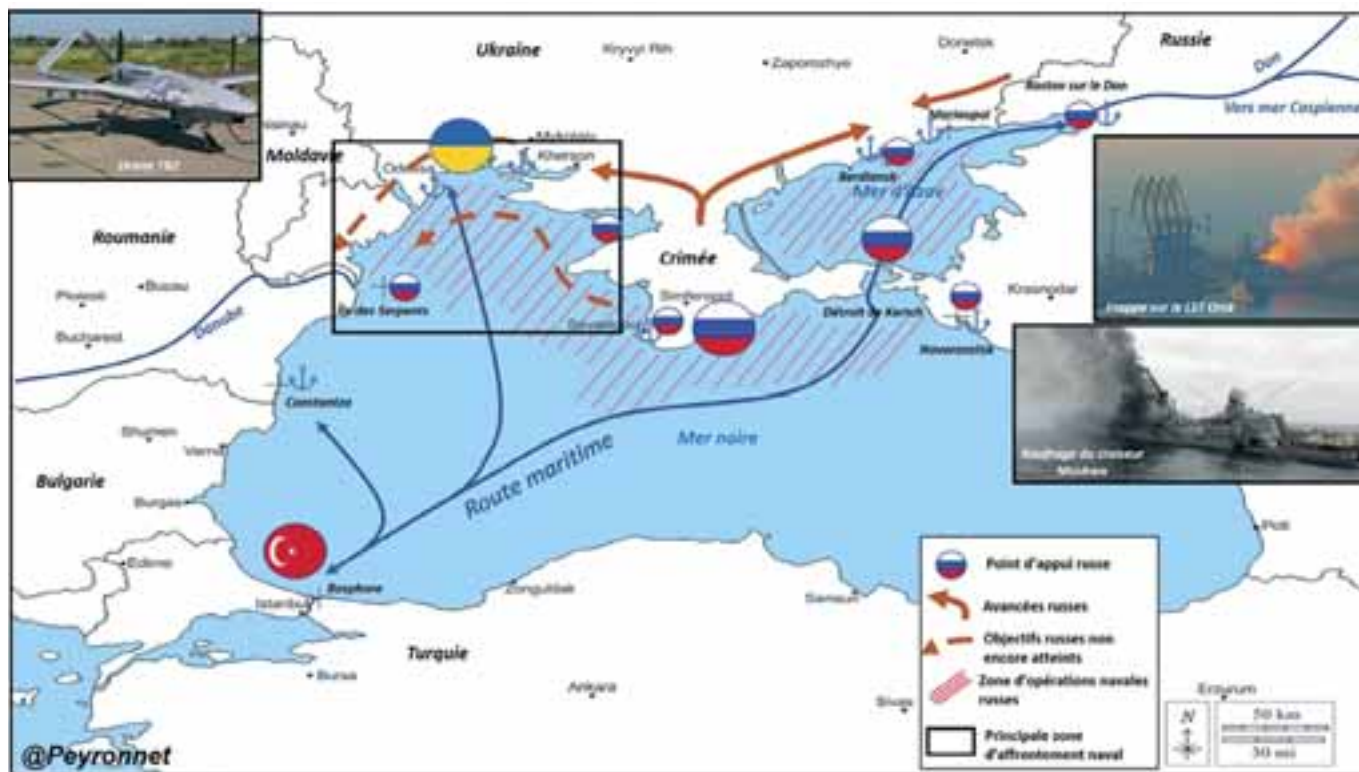
## UKRAINE, L'ASPECT NAVAL

## Rééquilibrage en mer Noire

*Après l'annexion de la Crimée en 2014, la Russie a voulu contrôler totalement la mer d'Azov, qui relie son territoire à la mer Noire. Au début du conflit de 2022, ses opérations navales dans le Nord de la mer Noire y ont réduit considérablement la liberté de navigation et les échanges commerciaux par voie maritime. Toutefois, l'Ukraine est parvenue à remettre en cause la suprématie navale russe en mer Noire, grâce à l'emploi de drones armés. Par ailleurs, la mise en place de couloirs humanitaires permet la reprise des trafics maritimes céréaliers à partir d'Odessa et de quelques ports limitrophes de l'Ukraine.*

Le 29 juin 2022 à Paris, Arnaud Peyronnet, auteur à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, a publié une analyse de l'aspect naval du conflit. La Marine ukrainienne a perdu la plus grande partie de ses bâtiments lors de l'invasion de la Crimée. Dès mi-février 2022, les forces navales russes ont bloqué le détroit de Kerch et les espaces maritimes autour de la Crimée. Le contrôle de la mer d'Azov a nécessité la conquête des ports de Marioupol, Berdiansk et Kherson (1), essentiels pour l'exportation de céréales et d'acier. Berdiansk a été utilisé comme principale plateforme logistique pour l'acheminement de matériels militaires venus des ports de Sébastopol et Novorossisk. Moscou craignait aussi l'établissement d'une base navale ukrainienne sur la mer d'Azov. Par ailleurs, le canal Don-Volga relie la mer Noire à la mer Caspienne, zone de tirs de missiles de croisière navals vers la Syrie contre Daech en 2015. Des

avertissements répétés sur les dangers dus aux combats, des patrouilles navales fréquentes et des frappes directes ont dissuadé les navires marchands de se rapprocher de l'Ukraine. Outre les risques d'interférences des systèmes GPS ou AIS (système d'identification automatique) et d'attaques cyber, des mines dérivantes ont été aperçues, y compris près du Bosphore. La Turquie a alors déployé deux chasseurs de mines, un patrouilleur et un avion de patrouille maritime. La suspension de la navigation sur la mer d'Azov par la Russie au début du conflit a bloqué 200 à 300 navires de commerce dans le Nord de la mer Noire. Il s'ensuit une concentration du trafic sur les côtes roumaine, bulgare et turque, le port roumain de Constantza devenant la plaque tournante des cargaisons à destination de l'Ukraine. Le 28 février, la Turquie a interdit le passage des détroits du Bosphore et des Dardanelles à tous les bâtiments de guerre, riverains ou non de la mer Noire. Dès le début des hostilités le 24 février, 26 bâtiments russes ont été mobilisés en mer Noire pour entraver l'accès aux côtes de l'Ukraine et faire pression sur ses ports d'Odessa, de Yuzhny et d'Ochakiv qui abrite le centre des opérations de la 5ème brigade des forces de surface. Dès le 25 février, des tirs d'artillerie et de missiles de croisière Kalibr ont frappé des positions terrestres ukrainiennes, notamment l'Île des Serpents (2). Cet effort naval russe a nécessité le transfert d'une douzaine de bâtiments des flottes du Nord, de la Baltique et du Pacifique vers la mer Noire. Par la suite, outre ses nouvelles capacités de frappe à distance, l'Ukraine a tenté d'empêcher toute tentative d'opération amphibie russe. Les bâtiments



russes restent désormais au plus près de la côte de Crimée pour compliquer le ciblage ukrainien et bénéficier de la défense aérienne de la péninsule. Enfin, la fermeture des détroits turcs pourrait gêner les opérations de la Russie en Méditerranée. Sa flotte de la mer Noire étant désormais bloquée, celles de la Baltique, du Nord ou du Pacifique devraient alors ravitailler les bases russes en Syrie. Cela allongerait considérablement les lignes logistiques, sauf à affréter des navires civils présents en Méditerranée orientale, dans l'attente d'une éventuelle réouverture des détroits turcs. La présence opérationnelle permanente de la Marine russe en Méditerranée, constituée auparavant d'une dizaine de bâtiments, a été doublée depuis février 2022. Ce dispositif s'étend désormais au large de la Crète et en mer Égée, afin de surveiller les forces navales occidentales présentes à l'entrée des détroits turcs.

### LE DRONE ARMÉ

Dans ce conflit, le drone armé apparaît comme un système d'arme efficace pour la protection d'es-

paces maritimes contestés. Un drone TB2 de fabrication turque a frappé le navire amphibie russe *Orsk*, alors qu'il débarquait du matériel à Berdiansk. Les frappes de missiles anti-navires, tirés depuis la côte ukrainienne, contre le croiseur russe *Moskwa*, auraient profité d'un ciblage préalable par un drone TB2. Ces deux actions constitueraient alors les premiers usages avérés de drones armés dans le domaine maritime en temps de guerre, tant en haute mer qu'au-dessus d'une zone portuaire. Le 2 mai, Kiev a déclaré avoir détruit deux patrouilleurs russes de la classe *Raptor* près de l'île des Serpents avec au moins un drone TB2. Le 7 mai, une unité amphibie russe aurait été coulée par un TB2 près de cette île. Le 8 mai, deux autres patrouilleurs de la classe *Raptor* auraient été également touchés. Pendant son occupation de l'Île des Serpents, la Russie avait tenté d'y installer des systèmes sol-air, afin d'en interdire l'approche aux drones TB2.

- (1) Évacué le 9 novembre.
- (2) Évacuée le 30 juin.



## UKRAINE, LA TURQUIE ARBITRE

### Neutralité ambiguë

*Depuis son sommet des 29 et 30 juin 2022 à Madrid, l'OTAN considère la Russie comme la plus grande menace pour sa sécurité. Pourtant, la Turquie, qui en fait partie, s'oppose à une présence navale permanente de l'OTAN en mer Noire. Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, elle a renforcé sa coopération avec l'Ukraine en matière d'armement. Elle utilise sa proximité politique, géographique et sécuritaire avec tous les acteurs de la guerre russo-ukrainienne pour proposer sa médiation.*

**M**arion Cohadon, diplômée de l'Université Paris-Dauphine (Master 2), analyse la position turque dans une note publiée, le 7 septembre 2022 à Paris, par la Fondation pour la recherche stratégique. En août 2020, la Russie était le premier pays fournisseur de gaz naturel de la Turquie avec 1,37 Mdm<sup>3</sup>. L'entreprise publique russe Rosatom construit une centrale nucléaire dans le Sud de la Turquie. En 2019, son achat du système de défense anti-aérienne russe S-400 a entraîné l'exclusion de la Turquie du programme international d'avion multi-rôles F-35, dirigé par les Etats-Unis. En conséquence, le F-35 n'est pas déployé sur le flanc Sud de la Russie. Dès février 2022, Ankara a condamné l'invasion de l'Ukraine, mais accepte des investisseurs russes, leur permettant ainsi de contourner les sanctions occidentales, et a renforcé sa coopération économique et énergétique avec Moscou. Dans la guerre en Syrie, Russie et Turquie soutiennent des factions opposées, mais coordonnent leurs propres actions. Ankara veut consolider son emprise sur une bande de 30 km de



large sur sa frontière de 900 km avec la Syrie et y remplacer les milices kurdes, soutenues par Washington, par des forces rebelles syriennes pro-turques. Lors de l'annexion de la Crimée en 2014, la Turquie a réitéré son soutien aux Tatars de Crimée, dont une diaspora importante réside sur son territoire. Depuis, la crainte partagée d'une suprématie russe en mer Noire a contribué au renforcement de ses relations avec l'Ukraine. Entre 2019 et 2022, celle-ci lui a acheté 36 drones armés TB2. En 2020, un accord porte sur la production en commun de navires militaires et de drones et un échange de savoir-faire et d'équipements. Peu avant l'invasion russe de 2022, un accord bilatéral a été signé pour faire passer le volume des échanges commerciaux de 5 Mds\$ à 10 Mds\$ et approfondir la coopération militaire. Par ailleurs, la Russie et l'Ukraine assurent le tiers des exportations mondiales de céréales...qui transitent par les détroits turcs ! Ankara a obtenu de deux parties la création d'un couloir sécurisé pour les navires de commerce, sous contrôle de l'ONU. Signé le 22 juillet, cet accord d'une durée de 120 jours a été prolongé.



## UKRAINE, « L'AMBIANCE NUCLÉAIRE »

### La « sanctuarisation agressive » russe

*Avant l'invasion de l'Ukraine, la Russie avait indiqué à plusieurs reprises qu'une attaque, même conventionnelle, contre un territoire considéré comme russe, y compris la Crimée, pourrait entraîner une riposte nucléaire. Cette dissuasion a fonctionné, car elle a empêché une intervention directe de l'OTAN dans le conflit. D'un autre côté, la modération des États nucléaires membres de l'Alliance Atlantique a contribué à éviter une escalade aux extrêmes et que la Russie s'en prenne aux pays membres de l'OTAN.*

**B**runo Tertrais, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, l'explique dans une note publiée le 21 juillet 2022 à Paris. Le conflit ukrainien se déroule dans une ambiance nucléaire : craintes suscitées par les opérations militaires autour des centrales nucléaires civiles de Tchernobyl et Zaporizhzhya ; changement de la posture des forces nucléaires stratégiques russes (27 février) ; référendum constitutionnel en Biélorussie (même jour) autorisant le déploiement d'armes nucléaires russes sur son territoire. Les autorités politiques russes ont seulement rappelé la doctrine officielle de 2020 envisageant quatre seuils possibles de l'emploi de l'arme nucléaire : détection d'une attaque de missiles contre le territoire national (lancement sur alerte) ; attaque nucléaire ou conduite avec d'autres armes de destruction massive contre la Russie ou ses alliés ; attaques conduisant à une paralysie du système de commandement et de contrôle russe ; attaque conventionnelle qui menacerait l'existence même de la Russie. La procédure d'engagement des forces



nucléaires russes dériverait du système soviétique de décision collective. Quoique le président de la Russie soit, seul, habilité à ordonner le tir nucléaire, l'aval du ministre de la Défense et, peut-être, celui du chef d'État-major des armées semblent nécessaires. En fait, il n'y a pas eu de mise en alerte des forces nucléaires stratégiques, mais une simple augmentation de la présence permanente des personnels des états-majors. A la mi-février, l'exercice majeur « Grom », similaire à la manœuvre « Global Thunder » américaine, a mobilisé les forces nucléaires et non-nucléaires. L'essai du missile balistique intercontinental Sarmat (20 avril) correspondait au calendrier de sa validation. Du côté de l'OTAN, l'Allemagne va acquérir des avions multi-rôles américains F-35, seuls homologués pour l'emport d'armes nucléaires américaines. La Pologne est prête à accueillir de telles armes. En Grande-Bretagne, la base de Lakenheath va moderniser son site de stockage d'armes nucléaires et accueillir deux nouveaux escadrons de F-35. La France déploie en mer trois de ses quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et l'activité, repérable, de la composante aérienne de sa dissuasion nucléaire en renforce la crédibilité.



## OTAN, CANDIDATURES DE LA FINLANDE ET DE LA SUÈDE

### Évolution de la politique de sécurité en Europe du Nord

*Les 15 et 16 mai 2022, la Finlande et la Suède, traditionnellement non-alignées militairement, ont adressé une demande d'adhésion à l'OTAN. Le 5 juillet, elles ont reçu les protocoles d'adhésion signés par les 30 États membres, qui devront les faire ratifier par leurs Parlements nationaux. L'OTAN a déjà accueilli l'Islande, la Norvège et le Danemark. Après l'invasion de l'Ukraine, les cinq pays d'Europe du Nord, souvent divergents en matière de politique étrangère vis-à-vis de la Russie, la perçoivent comme la principale menace en mer Baltique et dans l'océan Arctique.*



Lucas Lubin, assistant de recherche, a exposé la situation sécuritaire de l'Europe du Nord dans une note publiée, le 27 juin 2022 à Paris, par la Fondation pour la recherche stratégique. Quelques jours après l'invasion russe, les annonces d'aides militaires à l'Ukraine se multiplient : Suède, 500 missiles antichars AT4, 135.000 rations de combat, 5.000 casques et 5.000 gilets pare-balles ; Danemark, 2.700 missiles antichars portatifs ; Finlande, 2.500 fusils d'assaut RK62, 15.000 chargeurs, 1.500 missiles antichars et 70.000 rations ; Norvège, 2.000 lance-roquettes M72, des casques et des gilets pare-balles. En outre, la Suède et le Danemark vont augmenter leur budget de défense jusqu'à 2% de leur produit intérieur brut. La Finlande va accroître le sien de 2,6Mds€ sur la période 2023-2026. Après trente ans de refus, le Danemark a décidé, par le référendum du 3 juin, de rejoindre la Politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne, avec la possibilité d'utiliser

des moyens militaires et civils pour répondre aux crises internationales. Suède et Finlande disposent déjà d'équipements et systèmes d'armes aux normes de l'OTAN et participent à ses grands exercices. La première a acheté le système de défense aérienne Patriot en 2020 et la seconde a choisi l'avion multi-rôles F-35 américain pour renouveler sa flotte de combat. Après l'annexion de la Crimée en 2014, la Suède a renforcé la défense de l'île de Gotland, considérée comme stratégique, et a rétabli, en 2017, la conscription, qui avait été suspendue en 2009. La Finlande, qui l'a conservée, dispose de 280.000 hommes et femmes mobilisables. La Norvège va renforcer la défense du Nord de son territoire. De son côté, la Russie estime que l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN ne constitue pas une menace, mais qui le deviendrait lors d'un éventuel déploiement d'infrastructures sur leur territoire, et compte renforcer ses moyens militaires, notamment nucléaires, en mer Baltique.

D  
O  
S  
S  
I  
E  
R



## Le raid sur Dieppe, opération « Jubilee » 19 août 1942

*Un peu plus de six mois après l'entrée en guerre des États-Unis, en décembre 1941, les Anglo-Américains déclenchent l'opération « Jubilee » sur Dieppe, la plus importante sur les côtes françaises depuis l'armistice. Les buts assignés à ce « va-et-vient » interarmées continuent de faire débat et, pour le grand public, Dieppe est synonyme d'échec.*

Très coûteuse en hommes, l'opération s'avère riche d'enseignements et au sein du haut commandement allié, on avance aux lendemains de l'opération, que « Jubilee » ne constitue pas un revers puisque les objectifs n'étaient pas de se maintenir durablement en France mais, entre autres, d'harmoniser les procédures et la coopération interalliée dans le domaine militaire (spécialement amphibie).

En effet, pour le Canada, l'opération représente un traumatisme en même temps que l'acte fondateur de son engagement dans la seconde guerre mondiale. La participation française est quant à elle symbolique et compte

une quinzaine de fusiliers-marins, quelques appareils des Forces aériennes françaises libres et des chasseurs des Forces navales françaises libres. Toutefois, elle démontre l'engagement et les compétences des Forces françaises libres aux côtés des Alliés.

### **Divergences stratégiques**

Depuis l'évacuation du Corps expéditionnaire britannique à Dunkerque en juin 1940, la Grande-Bretagne, seule à continuer le combat contre l'Allemagne nazie en Europe occidentale, s'efforce de maintenir une activité mi-

litaire contre les territoires occupés par l'armée allemande. Entre 1940 et 1942, un intense programme de raids, planifiés dans le cadre des « opérations combinées », permet de façon profitable de sonder et d'éprouver l'organisation défensive allemande depuis la Norvège jusqu'à la Normandie.

Ces actions, aux objectifs tactiques, caractérisées par leur haut niveau de technicité et par la grande compétence des personnels qui les conduisent, permettent d'instiller sur la scène politique intérieure un esprit guerrier quelque peu émoussé par les effets de la « guerre éclair » allemande et dont la morosité ne surprend guère si l'on considère la situation défavorable dans laquelle se trouvent les Alliés au printemps 1942.

La structure chargée de préparer et conduire le raid sur Dieppe, les « opérations combinées » de l'amiral Louis Mountbatten, se retrouve ainsi au cœur des échanges bilatéraux anglo-américains intéressant la stratégie à adopter contre le III<sup>ème</sup> Reich en Europe. De fait, lors des conférences anglo-américaines qui organisent la coo-



Dieppe, le casino.



pération militaire sur le théâtre européen, le choix de l'axe d'effort principal fait l'objet de vifs échanges.

Dépourvue d'outil amphibie fonctionnel à cette date, Washington attend de son allié européen une étroite coopération sur cette question. Réticents, les Britanniques tergiversent et entendent bien faire prévaloir leurs vues, qui reposent sur l'application de la stratégie indirecte. Ils espèrent ériger les opérations en Méditerranée en axe d'effort principal, au moment où se prépare l'opération « Torch » en Afrique du Nord.

### La planification

Au terme de nombreuses tergiversations, l'état-major choisit comme objectif le port de Dieppe, localisé à environ 70 miles (112 km) de Newhaven, une cible qui entre dans le périmètre d'action du « Fighter Command » (Commandement des opérations aériennes). Cette proximité avec l'Angleterre autorise par ailleurs une approche nocturne de la force navale d'assaut, laquelle reste maintenue en permanence sous la couverture de l'armée de l'Air britannique. Le 18 avril, l'option d'un assaut frontal contre la ville est adoptée. En outre, deux actions aéroportées sont prévues sur les flancs pour neutraliser les deux puissantes batteries de la Marine allemande qui défendent les approches de Dieppe.

L'opération, qui reçoit le nom de code « Rutter », est prévue entre le 4 et le



*Les morts, debout un soldat allemand.*

8 juillet 1942 lors des phases de marées favorables. Une telle opération nécessite toutefois l'emploi d'un volume d'unités que les opérations combinées ne possèdent pas organiquement. Une grande unité d'infanterie conventionnelle est donc prélevée au sein de la « Home Guard » (formation paramilitaire instituée au début de la guerre pour défendre le territoire national). Il s'agit de la 2<sup>ème</sup> Division d'infanterie canadienne, fournie par le Commandement du Sud-Est du général Montgomery.

Après des semaines d'entraînement spécifique, les troupes sont rassemblées et embarquées aux premiers jours de juillet. Le 7 juillet 1942, des avions ennemis décèlent et bombardent le convoi de navires stationnés dans le Solent, bras de mer séparant l'Angleterre de l'île de Wight, site de préparation opérationnelle du raid. En conséquence, les troupes sont débarquées puis réassignées au Commandement du Sud-Est. L'opération est cependant maintenue, reconduite sous

le nom de code « Jubilee ». Sur le principe, celle-ci ne diffère pas de l'opération « Rutter ». Six bataillons des 4<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> Brigades de la 2<sup>ème</sup> Division d'infanterie canadienne, sous les ordres du général John Hamilton Rogers, sont chargés de donner l'assaut frontal contre la ville de Dieppe. Des actions sur les flancs, dans le même axe d'attaque, sont prévus. Le seul changement concerne la neutralisation des batteries côtières, dont la phase aéroportée retenue pour l'opération « Rutter » est annulée.

### L'attaque sur Dieppe

Le 19 août 1942, la traversée de la Manche et des champs de mines, qui protègent les côtes françaises, s'effectue par mer calme. Cependant, à l'approche des côtes à 03h40 à l'extrême-gauche de la flotte, la canonnière transportant le chef du Commando N° 3 et le chef du détachement de « Rangers » (fantassins





d'élite) américains tombe sur un convoi allemand parti de Boulogne. L'engagement naval est immédiat. Vers 05h20, destroyers et canonnières interviennent en appui feu indirect sur la plage du centre-ville de Dieppe. Simultanément, l'armée de l'Air britannique intervient à la bombe et au canon et largue des écrans de fumée. Les troupes canadiennes débarquent et attaquent le premier réseau de barbelés, puis le second, sur le front de mer. Mais les défenseurs, remis des bombardements, ouvrent immédiatement un tir d'interdiction qui gagne en intensité à mesure que les Allemands mettent en œuvre leurs postes de combat. Les premiers chars Churchill débarqués sur les plages sont immédiatement pris sous le feu des armes lourdes de l'adversaire. Les blindés ne peuvent pas sortir des plages dont les accès sont barrés par des blocs de béton. Le seul progrès significatif réalisé est la prise du casino dominant la jetée, que les hommes

utilisent comme position de tir. Il s'agit de l'avancée maximale des Canadiens devant Dieppe.

A 09h15, malgré l'engagement des réserves flottantes, le rembarquement général est décidé. Les barges de débarquement, appuyées par les destroyers, ont les plus grandes difficultés à évacuer les combattants des plages. Jusqu'à l'ordre d'interruption des tentatives de sauvetage donné à 12h20, les navires tentent de faire rembarquer les hommes pris au piège dans la nasse. L'unique mission réussie du raid est la destruction de l'une des batteries côtières par un commando.

Les pertes humaines sont extrêmement élevées. Sur les 6.000 hommes embarqués, 2 078 reviennent en Angleterre. 950 officiers et sous-officiers canadiens sont tués sur un total de 3.367 tués, blessés ou capturés. Pour les Canadiens, cela représente des pertes, en 9 heures de combat, supérieures à celles des 20 mois de campagne en Italie entre 1943 et 1944.

Les commandos ont perdu près de 270 hommes. La Marine britannique déplore 550 tués ou blessés. L'armée de l'Air a perdu une centaine d'avions. Côté allemand, les pertes s'élèvent à environ 600 tués ou blessés et 40 à 50 avions abattus.

Les raisons des opérations « Rutter » et « Jubilee » sont avant tout politiques. Les pressions résultant des décisions prises et des arbitrages rendus au nom de la stratégie interalliée maintiennent le déclenchement d'une opération pourtant compromise et qui a suscité des réticences dans les sphères militaires britanniques.

Ce fut également un test au niveau opératif, à savoir une expérimentation interarmes et surtout interarmées amphibie, dont l'un des buts est d'éprouver le système de défense allemand. Il s'agit aussi de forcer l'armée de l'Air allemande, peu active depuis la bataille d'Angleterre en 1940, à concentrer ses efforts dans le but de lui porter un coup décisif en Europe du Nord. Ces enjeux en font une opération fondamentale d'abord en ce qui concerne les orientations stratégiques, à savoir contournement et diversion prônées par les Britanniques contre l'approche directe préconisée par les Américains. Au niveau opératif, ce raid sur Dieppe a inauguré la planification d'une opération amphibie.

**Lieutenant  
Arnaud Renaudière,  
chargé de recherche,  
Service Historique de la Défense**



DR

*Tentative de débarquement.*



## DANS LES LIVRES

### LA 4ÈME BRIGADE D'AÉROCOMBAT

*Ouvrage collectif*

Avec un personnel issu à 80 % de toutes les armes de l'armée de Terre, la 4ème Brigade d'aérocombat a développé une culture spécifique en état-major et pour la préparation opérationnelle des régiments d'hélicoptères de combat. Le Commandement des forces spéciales Terre assure le même rôle pour le régiment d'hélicoptères des forces spéciales.

Après 1962, l'Aviation légère de l'armée de terre (ALAT) se prépare à une guerre conventionnelle en Europe. Sa participation aux opérations extérieures lui permet de développer de nouvelles compétences : missions de recherche et de sauvetage d'équipages d'une force aérienne ; élaboration de tactiques pour la recherche du renseignement et la destruction dans des actions interarmes ; contribution à l'aéromobilité et la logistique des unités terrestres.

La promotion 1981-1983 de l'École supérieure de guerre étudie la place de l'aéromobilité dans l'armée de Terre des années 1989-2000. Elle différencie le soutien aux unités terrestres et l'aérocombat destiné à l'engagement autonome. Créée en 1985, la 4ème Division aéromobile (DAM) devient le fer de lance de la Force d'action rapide, notamment contre une éventuelle attaque des forces du Pacte de Varsovie. En 1990-1992, la guerre du Golfe, l'effondrement de l'Union soviétique et l'éclatement de la Yougoslavie conduisent à une réforme de l'ALAT. La 4ème DAM, dissoute, se reconstitue sous diverse appellations et participe aux opérations extérieures, notamment en Afghanistan,



en Libye et au Mali, jusqu'à la création de la 4ème Brigade d'aérocombat en 2016. Par ailleurs, après des évolutions parallèles, l'ALAT et la Marine nationale ont commencé à coopérer dans les années 1950. La France est la première à se doter d'une doctrine dans le combat hélicoptère à terre comme en mer. La loi de programmation militaire 1984-1988 pré-

voit la construction de trois transports de chalands de débarquement adaptés aux opérations hélicoptères et qui, améliorés, deviennent les porte-hélicoptères amphibies de classe *Mistral* (2004). Lors de la crise du Golfe (invasion du Koweït par l'Irak) en 1990-1991, la France décide d'envoyer dans le golfe Arabo-Persique un régiment d'hélicoptères de combat de la 4ème DAM à bord du porte-avions *Clemenceau*. Cette opération, dénommée « Dague », renforce la crédibilité de la Force d'action rapide de l'armée de Terre. Le bilan du groupe aéromobile, qui n'a subi aucune perte humaine, s'établit à 16.500 heures de vol, 328 missiles Hot tirés, 127 objectifs détruits, 268 prisonniers, 200 armes récupérées et 55 blessés évacués. L'expérience tactique acquise en action offensive contre un ennemi retranché et dans un milieu désertique va servir lors des conflits en Afghanistan (2002-2014) et au Sahel (depuis 2013).

**Loïc Salmon**

« *La 4ème Brigade d'aérocombat* », ouvrage collectif. Éditions Pierre de Taillac, 224 pages, 300 illustrations rares ou inédites, 39 €.



### UN SIÈCLE D'AÉRONAUTIQUE ET DE RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

*Sous la direction de Jean-Michel Guieu*

En 2021, la première unité tactique franco-allemande de l'armée de l'Air s'installe sur la base aérienne 105 d'Évreux-Fauville. Des débuts de l'aéronautique jusqu'à la construction de l'Europe de la défense, la ville d'Évreux et le département de l'Eure entretiennent des rapports étroits avec l'histoire de l'aviation. Dans le contexte de la situation internationale et en particulier celui des relations franco-allemandes pendant cent ans, cet ouvrage relate l'histoire des prisonniers de guerre allemands soignés à Évreux pendant la première guerre mondiale, celle des occupants et des libérateurs pendant la seconde, celle des soldats alliés à l'époque de l'OTAN et celle des artisans du rapprochement franco-allemand.



« *Un siècle d'aéronautique et de relations franco-allemandes* », ouvrage collectif. Éditions Pierre de Taillac, 256 pages, 29,90 €.

### FRONTSTALAG 170 KN 654 : L'AUTRE CAMP

*par Fabien Théofilakis*

L'armistice signé à Compiègne le 22 juin 1940 met fin à la campagne de France. Cette « étrange défaite » provoque une situation méconnue, à savoir la captivité de 1,85 million de soldats français. Le III<sup>ème</sup> Reich doit gérer, dans l'improvisation, cette masse d'hommes à héberger, nourrir, vêtir et occuper avant leur transfert en Allemagne. Le régime de Vichy joue sa crédibilité en tant que garant de la souveraineté nationale face au vainqueur. A Compiègne, le camp d'internement ouvert en 1941 pour les civils, dont des Juifs déportés à partir de mars 1942, est resté dans les mémoires. En revanche, celui qui l'a précédé, militaire celui-là, le Frontstalag 170 KN 654, a été



occulté pour oublier la faillite de la stratégie militaire française.

« *Frontstalag 170 KN 654, l'autre camp* », par Fabien Théofilakis. Éditions Gallimard et Mémorial de l'internement et de la déportation, 80 pages, 20 €.



## L'ÉCOLE DES FUSILIERS MARINS

## Légion d'honneur, Médaille militaire, compgnon de la Libération, croix de Guerre 1914-1918 et 1939-145 et médaille de la Résistance avec rosette

L'École des fusiliers marins (ECOFUS) forme en moyenne 2.500 marins par an, servant à la Force maritime des fusiliers marins et commandos (FORFUSCO), forte de 1.700 fusiliers marins et 700 marins commandos (3 bataillons, 6 compagnies de fusiliers marins et 7 unités de commandos Marine). Elle participe à l'aguerrissement et à la formation militaire du personnel officier et non-officier de la Marine nationale destiné à servir au sein de la spécialité fusilier marin et commando, entretient et promeut les traditions de la spécialité via la transmission de savoir-faire et savoir-être. Le fusilier marin, embarqué à bord d'un bâtiment de la Marine nationale ou déployé à terre, assure la protection et la défense des sites sensibles de la Marine nationale en France et de ses armées à l'étranger. L'École fournit à la FORFUSCO des fusiliers marins physiquement et mentalement opérationnels et formés au combat.

### Les admissions

Pour entrer à l'ECOFUS, plusieurs voies sont possibles.

■ S'engager en tant que matelot : l'élève suivra le cours de quartier-maître de la flotte (QMF). Deux possibilités sont offertes. L'élève, issu du



monde civil, peut s'engager directement et suivre la formation de 14 semaines dispensée intégralement à l'ECOFUS : 6 semaines de formation initiale équipage ; 8 semaines de formation élémentaire métier (FEM). L'élève, issu de l'École des mousses, intégrera le cours QMF pendant les 8 dernières semaines pour y suivre la FEM.

■ S'engager en tant qu'officier marinier : l'élève intégrera l'École de maintenance pour une formation initiale de 17 semaines, puis suivra sa formation de spécialité pendant 20 semaines à l'ECOFUS. A l'issue, il deviendra chef d'équipe fusilier marin et signera un contrat initial d'engagement de 10 ans ;

■ S'engager en tant qu'officier : l'élève sera intégré au cours Élèves officiers fusiliers commandos qu'il suivra durant 4 mois à l'ECOFUS, avant de

devenir chef de groupe au sein d'une unité de commandos. Ces formations offrent plusieurs spécialités ultérieures : cynotechnicien, commando Marine ou encore nageur de combat.

### L'histoire

En 1856, le Bataillon des apprentis fusiliers, qui deviendra l'École des fusiliers marins, s'implanta sur la rive gauche du Scorff dans l'arsenal de Lorient. Elle fonctionna jusqu'en 1940 avant d'être ravivée en 1945 au centre Siroco près d'Alger au cap Matifou, où elle resta jusqu'en 1962, avant de retourner à Lanester (Morbihan).

« Jean-Louis » est le nom donné à la statue créée par le sculpteur Alexandre Falguière, représentant un fusilier marin dans la position dite du « tirailleur en hérisson ». Cette sculpture en bronze a traversé les âges et les pays. En effet, elle se trouvait jadis à Saïgon au pied à droite de la statue de Gambetta. Cette dernière est en fait une réplique, car la statue d'origine a été fondue par les Allemands. Mais la statue de Jean-Louis a évité le même sort qui lui était réservé par les Japonais lors de l'occupation de l'Indochine. Elle a été endommagée par un bombardement américain en 1945, retirée des décombres et installée sur un terre-plein de l'arsenal. Elle fut ensuite



### L'ÉCOLE DES FUSILIERS MARINS



*La statue de « Jean-Louis » dans la cour d'Honneur de l'ECOFUS*



*Remise de fourragères aux élèves fusiliers marins en fin de formation*

évacuée d'Indochine et transportée en Algérie, au centre d'instruction Si-roco. A la fin de la guerre d'Algérie, elle fut transportée à l'ECOFUS à Lorient où elle trône fièrement face à la place d'armes.

#### **Le drapeau**

Le drapeau du 1er Régiment de fusiliers marins, confié à la garde de l'École des fusiliers marins depuis 1949, porte les noms des 11 batailles où se sont illustrés la Brigade puis le Bataillon des fusiliers marins pendant la première guerre mondiale, et le 1er Régiment de fusiliers marins pendant la seconde. Sur la cravate du drapeau, l'un des plus décorés de France, figurent les croix de la Légion d'honneur, de compagnon de la Libération, de Guerre 1914-1918 et 1939-1945, la médaille de la Résistance avec rosette, la Médaille coloniale avec 4 agrafes, les fourragères de la Légion d'honneur, de la croix de Guerre 1914-1918 et de la Médaille militaire.

#### **Le musée de tradition**

« Savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va ». Centre de formation, de documentation, de tradition et de mémoire, le musée de tradition des fusiliers marins participe à l'éducation morale et historique des élèves et stagiaires, évoquant l'histoire de l'école et des spécialités de fusilier marin et commando.

Sont également évoqués les noms de batailles et d'anciens engagés sur les différents théâtres d'opérations. Parmi les noms célèbres, citons : les

officiers ayant donné leurs noms aux unités de commandos Jaubert, Trépel, de Montfort, de Penfentenyo, Hubert et Kieffer ; l'amiral Ronarc'h ; le capitaine de corvette Amyot d'Inville ; l'ancien agent secret du SOE britannique puis du SDECE français Bob Maloubier ; le commandant Guillaume, qui a inspiré le personnage du roman et du film « Le crabe tambour » ; le tankiste et acteur Jean Gabin.

**Pierre Castillon,**  
*membre du conseil  
d'administration de l'ANCGVM*



*Le capitaine de corvette Philippe Kieffer et le maréchal britannique Montgomery.*



## L'INSTITUTION JEANNE-D'ARC (HUE, INDOCHINE)

## Croix de Guerre des théâtres des opérations extérieurs

L'Indochine française comprenait une colonie, la Cochinchine, et quatre protectorats : le Cambodge, le Laos, l'Annam et le Tonkin. En 1940, 22,6 millions d'habitants, dont 34.000 Français, vivaient en Indochine .

### L'évangélisation

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, des religieux portugais et français débutent l'évangélisation du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine. En 1627, Alexandre de Rhodes, jésuite français, ouvre une église à Hanoï. En 1645, la Cochinchine et le Tonkin comptent 190.000 chrétiens. Cependant, les Indochinois sont hostiles aux premières conversions. Les persécutions sont permanentes. Elles sont entrecoupées de courtes périodes de calme qui résultent de la conversion au catholicisme des dirigeants vietnamiens. En 1824, contrairement à son frère qui fut baptisé, l'empereur Minh Mang déclare : « *La religion perverse des Européens corrompt le cœur des hommes* ». Il s'ensuit une terrible période de persécutions.

En Annam, en 1847, l'empereur Tu-Duc signe des décrets qui condamnent à mort les chrétiens. Prenant prétexte des persécutions contre les chrétiens, en 1858, Napoléon III envoie un corps expéditionnaire en An-

nam. En 1884, le traité d'Huế reconnaît le protectorat de la France sur le Tonkin et l'Annam. En 1885, les chrétiens sont au nombre de 540.000, encadrés par 300 prêtres indochinois et 176 missionnaires. Cependant malgré le traité, 24.000 chrétiens et 8 missionnaires sont tués dans le diocèse de Qui-Nhon en 1885. Il faut attendre 1895 pour que cessent les persécutions envers les chrétiens.

La congrégation des Sœurs de Saint-Paul de Chartres est la plus ancienne institution missionnaire pour femmes. En 1696, le père Louis Chauvet crée la congrégation des Filles de l'École. En 1708, Mgr Paul Godet des Marais, évêque de Chartres, se voit confier la congrégation. Il l'installe dans une résidence à Saint-Maurice, quartier de Chartres, et leur donne le nom de Filles de Saint-Paul. Au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, elles partent en mission en Extrême-Orient. Le 20 mai 1860, à l'appel de Mgr Lefevre, vicaire apostolique de la Cochinchine occidentale, les deux premières religieuses de Saint-Paul de Chartres débarquent à Saïgon. Dès leur arrivée, elles recueillent et soignent des orphelins. Les orphelinats se multiplient dans toute l'Indochine.

En 1864, un noviciat attire des postulantes vietnamiennes. En parallèle à

la création des orphelinats, des écoles secondaires sont implantées dans les villes du Viêt Nam. L'École Jeanne-d'Arc est ouverte à Huế.

### La seconde guerre mondiale

Le 2 août 1940, les Japonais demandent un droit de passage pour leurs troupes à travers le Tonkin et l'utilisation des aérodromes. A partir du 3 septembre, des négociations débutent entre Vichy et Tokyo. Le 22 septembre 1940, un traité entre la France et le Japon autorise le stationnement de 25.000 militaires japonais au Nord du fleuve Rouge. L'Indochine sert de base logistique au Japon pour conquérir le Birmanie et ensuite attaquer les Indes appartenant à l'Empire britannique. Les victoires américaines dans le Pacifique rapprochent la guerre de l'Indochine et la défaite est inéluctable pour le Japon.

Début 1945, les Japonais disposent de 50.000 hommes en Indochine. L'armée française peut aligner 12.000 militaires d'origine européenne et 62.000 autochtones. Le 9 mars 1945, après avoir exigé que les forces françaises passent sous leur commandement, les Japonais organisent un coup de force et déclenchent une sauvagerie offensive. Les militaires français sont torturés, massacrés et



## L'INSTITUTION JEANNE-D'ARC (HUE, INDOCHINE)

décapités. Le général Lemonnier, qui refuse de donner l'ordre de capituler, est décapité à coup de sabre. A Hué, 20 artilleurs, encadrés par 2 officiers et 3 sous-officiers, résistent toute la nuit contre 3 compagnies japonaises, appuyées par des blindés et de l'artillerie. Sur les 34.000 civils et 12.000 militaires, 3.000 personnes sont massacrées en 48 heures. Les prisonniers sont envoyés dans de véritables camps de la mort. Plus de 1.500 n'en reviendront pas. Suite à la capitulation japonaise, la Chine assure le maintien de l'ordre au Nord du 16ème parallèle et la Grande-Bretagne au Sud. Le 2 septembre 1945, Ho-Chi-Minh proclame la République démocratique du Viêt Nam. Les premiers éléments français chargés de reprendre le contrôle de l'Indochine débarquent le 12 septembre 1945. Suite à l'échec de la conférence de Fontainebleau du 6 juillet 1946 sur l'avenir de l'Indochine, Ho-Chi-Minh déclenche, le 19 décembre 1946, l'insurrection qui sera la cause de nombreux massacres. A Hanoï, 200 Français sont massacrés. La guerre d'Indochine commence. Pour avoir poursuivi l'instruction des enfants eurasiens et français et s'être transformée en hôpital pendant les journées des 9 mars 1945 et 19 dé-



cembre 1946, l'Institution Jeanne-d'Arc de Hué a reçu la croix de Guerre des théâtres des opérations extérieures avec une citation à l'ordre de l'armée : « L'Institution Jeanne-d'Arc de Hué, placée par suite des circonstances sous la direction commune de sœur Pauline de la Congrégation des sœurs de Saint-Paul de Chartres et de mère Gisèle de l'Ordre des franciscaines missionnaires de Marie, tout en conservant la charge de l'instruction des enfants français métropolitains et eurasiens, s'était, dès le coup de force japonais du 9 mars 1945, transformée en hôpital qui recueillait et soignait à l'époque les blessés et malades militaires et civils de la garnison de Hué grossis de l'apport de nombreux réfugiés d'Annam. Avait dû faire face à toutes les difficultés en prodiguant à tous avec une inlassable activité et la plus grande abnégation les

soins nécessités par leur état. L'épreuve du 20 décembre 1946 a trouvé l'institution à la hauteur de ses traditions. Tirant magnifiquement partie de ses moyens sommaires, admirablement disciplinée, prête à tous les dévouements et tous les sacrifices, calme dans le tumulte dramatique des luttes acharnées qui marquèrent la première nuit et la première journée de combats, tout son personnel admirable a su apporter ses soins éclairés et le réconfort de sa douceur et de sa charité aux blessés qui affluaient. A également donné asile et secours à de nombreux réfugiés civils. A subi et grandement aidé à subir les épreuves d'un siège qui dura 46 jours soignant au total 160 blessés subissant la pression de deux attaques directes et les bombardements de l'ennemi effectués au canon de 75 et aux mortiers de 90 et de 81 dont plusieurs coups tombèrent au but, supportant l'épreuve morale avec une égale sérénité. S'est acquis à juste titre l'admiration et la reconnaissance profondes des Français de Hué. » Au 1er janvier 1996, 1.000 religieuses de la Congrégation des sœurs de Saint-Paul exerçaient encore au Viêt Nam.

Marc Beauvois  
section de la Haute-Garonne



## LONGWY (Meurthe-et-Moselle)

## Légion d'honneur et croix de Guerre 1914-1918

Longwy est une commune du département de Meurthe-et-Moselle. Elle est la capitale du Pays-Haut. Elle est située à proximité des trois frontières entre la France, la Belgique et le Grand-Duché du Luxembourg. Suite à la défaite de la France lors de la guerre franco-prussienne de 1870-1871, Longwy se trouve à 20 kilomètres de la frontière avec l'Allemagne. Le traité de Nimègue conclu le 19 août 1678 fait de Longwy une commune française. Suite à cette annexion, Louis XIV, conscient de l'importance stratégique de la place, ordonne à Vauban de fortifier la ville. Les travaux de construction de la citadelle commencent en 1680. L'enceinte fortifiée est réalisée autour de la ville haute. A partir de 1798, Longwy développe une activité faïencière. Elle est mondialement connue pour ses émaux et en particulier par le fameux « Bleu de Sèvres ». A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, Longwy voit s'implanter sur son territoire des usines sidérurgiques. En 1848, le premier haut-fourneau est construit. En 1911, Longwy comptera cinq hauts-fourneaux. En 1880, la Société des aciéries de Longwy est fondée.

## Première guerre mondiale

En 1914, étant donné sa proximité avec la frontière allemande, la place de Longwy doit rapidement compléter sa défense. Elle sera organisée à partir de l'enceinte fortifiée. Les 2.500 habitants de la ville haute sont évacués. Une ligne de résistance est créée à 1.500 mètres des remparts. Le gouverneur de la place a sous ses ordres 3.500 hommes et dispose de 40 canons et de 6 mortiers de 120 mm. Aucune de ces pièces n'est abritée et elles utilisent de la poudre noire. Cette caractéristique des canons français a pour effet de révéler leur emplacement lors du tir.

Le 3 août 1914 à 18 h 45, l'Allemagne déclare la guerre à la France. Immédiatement les communes en avant de Longwy sont attaquées. A partir du 21 août, la citadelle de Longwy est pilonnée par l'artillerie allemande. Le 26 août la place de Longwy hisse le drapeau blanc et se rend. Les territoires occupés furent soumis à d'importantes contributions de guerre pour permettre à l'Alle-

tagne de récupérer du numéraire. Les particuliers étaient fortement incités à échanger leur or et leurs billets français ou suisses contre des bons communaux ou de la monnaie allemande. L'objectif était d'imposer aux régions de supporter les frais d'entretien de l'armée d'occupation. Les entreprises financières, commerciales et industrielles, dont les propriétaires ou les directeurs résident dans les régions françaises non occupées, sont mises sous séquestre à la suite d'une ordonnance du 27 octobre 1916. Ces mesures anticipent le démantèlement des industries françaises. Au début de 1916, 200 militaires allemands sont mobilisés pour visiter les entreprises et mettre à jour les enquêtes officielles réalisées avant la guerre. La synthèse paraîtra, en France, sous le titre « L'industrie dans la France occupée ». Le livre comprend pour chaque industrie un chapitre qui mentionne l'état de l'industrie avant la guerre, celui des dommages subis et la façon dont l'industrie allemande pourra en profiter. Le journal du directeur de la

*Le musée des émaux  
de Longwy.*







## LONGWY (Meurthe-et-Moselle)

Société des Acières de Longwy permet de suivre le déroulé de la destruction des usines du Pays-Haut. Dès 1914, les Allemands procèdent à l'enlèvement des matières premières (tôles d'acier, feuilles de fer-blanc, fonte brute, acier brut, semi-produits, etc.), des outils, des machines-outils et des lingotières. Le 8 mars 1915, ordre est donné de démonter les fours choisis par les Allemands. En juillet 1915, une fabrique de marmelade et une distillerie, puis une scierie et un atelier de fabrication de grenades sont installés dans les ateliers de chemin de fer de Mont-Saint-Martin. Le 8 janvier 1916, l'évacuation de toute la partie des usines (comprenant les laminoirs et les hauts-fourneaux), au Nord de la voie Longwy-Luxembourg, est organisée. Immédiatement, le démontage des laminoirs et l'enlèvement des appareils téléphoniques, des lampes, des équipements électriques et des pièces de cuivre sur les machines sont effectués. En juillet 1916, l'Allemagne exige la remise des plans de toutes les installations. La destruction des usines commence. Le but est d'empêcher les usines de produire à nouveau de l'acier. L'Allemagne tente d'imposer la germanisation de l'enseignement. En 1916, Alfred Martin, directeur d'école de Gouraincourt-Longwy, refuse d'utiliser un livre pro-allemand. Il chercha à entraîner ses collègues de Longwy dans



ce refus. Il est alors destitué de ses fonctions et expulsé de l'école et de son logement. En 1918, il est envoyé comme otage en Lituanie..

#### Les honneurs

Le 20 septembre 1919, la croix de chevalier de la Légion d'honneur est conférée à la ville de Longwy avec la citation : « *Sentinelles avancées à quelques kilomètres de la frontière, a eu l'honneur de jouer un rôle important aux grandes heures de l'Histoire. A fait preuve, en résistant à l'envahisseur de 1914, du même héroïsme que pendant les trois sièges de 1792, 1815 et 1870. N'a succombé que sous l'effet d'un lourd bombardement, dont elle a vivement souffert, après avoir retenu devant elle d'importantes forces ennemies. A subi fièrement pendant plus de quatre ans le joug de l'ennemi, exaspéré par sa belle résistance.* »

Le 11 août 1932, un décret stipule que cette citation vaut attribution de la croix de Guerre avec palme avec

une citation à l'ordre de l'armée : « *La garnison de Longwy, composée du 4ème bataillon du 164ème Régiment d'infanterie, du 5ème bataillon du 45ème Régiment territorial d'infanterie, de la 5ème batterie et de la 1/2 25ème batterie du 5ème Régiment d'artillerie à pied, de la 1/2 compagnie 6/3 du génie territorial, de la compagnie de douaniers de forteresse, du détachement de sapeurs-pompiers de Longwy et de divers détachements : sous l'énergique commandement du gouverneur de la place, le lieutenant-colonel Darche, du 164ème Régiment d'infanterie, a rempli complètement le rôle qui lui était assigné, dépassant ce qu'on pouvait attendre d'une aussi faible troupe isolée dès les premiers jours de la mobilisation dans une place datant de Vauban et dont le déclassement avait été déjà décidé. Bien qu'abandonnée à ses seules ressources, a su en imposer à l'ennemi par l'activité de ses reconnaissances pendant toute la période de couverture, ne s'est pas laissé abattre par la retraite d'une armée de secours parvenue jusqu'à ses glacis et a continué à se défendre jusqu'au moment où la ville a été détruite, les abris presque tous effondrés et deux brèches praticables faites dans le corps de la place par l'ennemi prêt à donner l'assaut.* »

**Marc Beauvois,**  
*section de la Haute-Garonne*



## MARSOULAS (Haute-Garonne)

## Médaille de la Résistance et croix de Guerre 1939-1945

Marsoulas est une commune de Haute-Garonne situé à 60 km au Sud de Toulouse. En 1944, elle se trouve dans le périmètre d'action du maquis de Betchat, créé en mars 1943 et caché dans une grotte de la forêt de Betchat. L'état-major du maquis, installé dans l'école du village, est dirigé par Jean Blasco (alias « Max »). Ses actions étaient surtout réalisées dans le département de la Haute-Garonne. Le maquis a réalisé 78 attaques contre les Allemands et la Milice, 74 sabotages et 5 déraillements. Il a exécuté 60 collaborateurs de l'Occupant.

Lorsque débute le débarquement allié le 6 juin 1944 sur les plages de Normandie, la division SS « Das Reich » se reforme dans le Sud-Ouest de la France après de lourdes pertes lors des combats de Koursk (Russie) du 5 juillet au 23 août 1943. Selon le rapport adressé le 1er décembre 1943 à l'inspecteur général des troupes blindées, il lui manque 7.972 hommes sur un effectif théorique de 19.185. En avril 1944, l'élément précurseur de « Das Reich » arrive dans la région de Montauban et est progressivement reconstitué en matériel, en équipement et en hommes. Plus de 9.000 jeunes de 17 à 18 ans, dont 800 Alsaciens, sont incorporés au sein de « Das Reich ». Au 10 juin 1944, la division possède un effectif de 17.293

hommes, 117 chars sur une dotation théorique de 160, et 617 camions sur 1.821 inscrits au tableau des dotations. Le 8 juin 1944, le général von Rundstedt, commandant en chef du front de l'Ouest, ordonne à la division « Das Reich » de quitter la région de Toulouse et de rejoindre la Normandie en traversant le centre de la France pour combattre les maquis et les résistants. Le général explique sa décision: *« Le développement des bandes dans le Massif central pendant ces derniers jours exige l'emploi immédiat et impitoyable de forces importantes. J'ordonne de mener des actions de grande envergure contre les bandes dans le Sud de la France avec la plus extrême vigueur et sans ménagement. »*

### Le massacre

Le 10 juin 1944, l'état-major allemand décide d'envoyer le 3ème bataillon du SS-Panzerregiment 3 « Deutschland » pour nettoyer

la région de Betchat des maquis, combattre les résistants et agir contre les populations accusées d'apporter une aide à la Résistance. Au niveau de Cazères, le 3ème bataillon se scinde en plusieurs colonnes. La 10ème compagnie, composée de 7 camions et de 2 voitures, prend la direction de Marsoulas, village de 125 habitants.

Jean Blasco y avait envoyé deux résistants, dont la mission consiste à alerter le maquis de l'arrivée des Allemands. Ils se sont installés sur le toit de l'église. Lorsque le convoi entre dans Marsoulas, ils lancent des grenades et ouvrent le feu. Sept SS sont tués. Immédiatement, les Allemands tirent sur le toit de l'église. Un résistant est tué. L'autre réussit à s'enfuir en tuant un autre SS. Fous de rage, les Allemands se ruent dans les maisons du village. Dans la première, celle du maire absent ce jour-là, ils abattent sa sœur, son beau-frère, son neveu et sa nièce. En une heure, la



*Le monument aux morts de Marsoulas.*



### MARSOULAS (Haute-Garonne)

barbarie nazie a assassiné 8 hommes, 6 femmes et 14 enfants. La victime la plus âgée avait 59 ans et la plus jeune 3 mois.

Lorsque le maire, Jean Blanc, arrive, il est sommé de s'expliquer sur la présence de « terroristes » dans le village, par l'officier allemand qui accompagne le sous-préfet Dautresme et les officiers SS ayant organisé le massacre. Le maire se croit condamné. Il possède des carrières et un stock de pains de dynamite pas uniquement utilisé pour les besoins professionnels. Il est sauvé par un réfugié alsacien, qui apporte un témoignage positif pour le maire, et par le sous-préfet qui déclare que le maire veut élever une statue en l'honneur du maréchal Pétain (pure invention du sous-préfet).

A l'insu de l'officier allemand, le sous-préfet prend des photographies du massacre, qui seront présentées au procès de Nuremberg. Le sous-préfet avait caché l'appareil photographique dans l'étui du revolver qu'il était autorisé à porter. Entre le 10 et le 12 juin 1944, la division « Das Reich » a tué 107 personnes dans les Pyrénées. Au début juillet 1944, le Commandement militaire allemand en France déclare que 7.900 personnes avaient été exécutées, dont 4.000 par « Das Reich » depuis le débarquement. Au cours du colloque intitulé « La répression allemande en France 1943-



1944 », Peter Lieb explique que les auteurs de ces massacres présentaient au moins l'une de ces quatre caractéristiques : idéologie ; appartenance à une unité d'élite ; expérience de lutte contre les partisans à l'Est ; avoir combattu sur le front russe. « Das Reich » correspondait à toutes. Il y a eu sept massacres de femmes et d'enfants en France, à savoir Oradour, Maillé, Marsoulas, Bagnères-de-Bigorre, Vassieux et Gouesnou. Sur les dix plus importants massacres en France, neuf ont été effectués par des unités de la Waffen-SS et un par une unité de la Wehrmacht encadrée par la Gestapo. Le général Lammerling, commandant « Das Reich », sera jugé par contumace pour le massacre d'Oradour. L'Allemagne refusant de l'extrader, il mourra en 1971.

#### La reconnaissance

La médaille de la Résistance est attribuée à Marsoulas le 27 mars 1947, avec la citation : « Petite commune de la vallée du Salat (Haute-Garonne)

*dont les habitants n'ont jamais douté d'une victoire finale et qui se sont spontanément jetés dans la Résistance en apportant leur aide constante aux maquis voisins. Au matin du 10 juin 1944, à la suite d'une escarmouche entre maquisards et une colonne de SS de la division « Das Reich », a été le théâtre d'un des actes les plus violents des excès de la barbarie nazie qui s'est donné libre cours en tuant et assassinant sans raison, vieillards, femmes et enfants, anéantissant ainsi le tiers de sa population. Sans défense, a stoïquement subi les rigueurs de cette répression sauvage et sanglante, où s'est déchaînée toute l'horreur de la cruauté germanique. Le lourd et douloureux tribut qu'elle a apporté à la Libération vaut à Marsoulas de s'inscrire de droit dans l'Histoire des communes martyres et marque de son nom un vibrant témoignage de foi patriotique. »*

La croix de Guerre 1939-1945 à l'ordre du corps d'armée sera ensuite attribuée à Marsoulas avec la citation : « Village martyr qui a apporté une lourde contribution à la libération de la France, a vu la Gestapo se venger cruellement sur ses immeubles et sur ses habitants, dont 28 furent fusillés, bien qu'il y ait eu parmi eux des femmes et des enfants. »

**Marc Beauvois,**  
*section de la Haute-Garonne*



2ème Régiment de chasseurs d'Afrique

*Le 2ème Régiment de chasseurs d'Afrique, unité de « cavaliers du soleil », avait pour devise « En avant, tout est votre » et était titulaire de la croix de Guerre 1939-1945. L'association des anciens a rejoint l'ANCGVM.*

Régiment de cavalerie, le 2ème Régiment de chasseurs d'Afrique (RCA) a été créé en 1831 à Oran, puis implanté à Tlemcen au Quartier d'Isly et finalement dissous en 1964.

La statue équestre du chasseur Frétisson, située autrefois à Tlemcen et désormais à Thierville-sur-Meuse (quartier du 1er Régiment de chasseurs), représente ce glorieux chasseur d'Afrique à la bataille qui vit la reddition d'Abd el-Kader en 1835.

Le régiment est décoré de la croix de Guerre 1939-1945 avec palme et son étendard porte les noms des combats: Sikkak 1836 ; Isly 1844 ; Sébastopol 1855 ; Solférino 1859 ; Puebla 1863 ; Maroc 1907-1913 ; l'Ourcq 1914 ; Thiérache 1918 ; Mulhouse 1944 ; Bade 1945 ; AFN 1952-62.



Le Régiment a aussi reçu le Mérite chérifien et la Médaille d'or de la Ville de Milan. D'autres combats ont marqué sa longue présence en Algérie (Mouley-Ismael, Le Sig et Sidi Youssef) ainsi que sa participation aux ex-

péditions en Italie et au Maroc (1859), en Chine (1860), au Mexique (1862 à San Pablo del Monte et San Augustin de Palmar), à la guerre de 1870 (Mars-la-Tour) et à Madagascar (1895). Parmi ses anciens chefs célèbres, citons le colonel Morris, le colonel Randon, les généraux Margueritte et Marey-Monge et le maréchal Oudinot. Remplaçant ses chevaux, le régiment fut progressivement doté, après 1918, de blindés moyens : AMD White TBC et White-Laffly 50 AM, Char Renault D1, AMD Panhard, AM Schneider, chars M4 A4, M5 A1, M24 Chaffee, AMM 8 et Half-track. Il conserva néanmoins ses «har-kas» à cheval.

**Pierre Castillon,**  
*ancien chef de peloton*



*La bataille de Sikkak (1836).*



*Le chasseur Frétisson.*



### 5ème Régiment de dragons

*Le 5ème Régiment de dragons a reçu la croix de Guerre 1914-1918 avec 3 palmes et 2 étoiles d'argent et la croix de Guerre 1939-1945 avec 1 palme.*

Suite aux attentats de novembre 2015, la décision est prise de la nécessité d'une remontée des effectifs de l'armée de Terre. Le nouveau modèle de l'armée de Terre prévoit le retour du 5ème Régiment de Dragons (RD) au sein des unités opérationnelles. Le 12 juillet 2016, le 5ème RD est recréé et implanté au camp de Mailly (Aube). Il est armé par 1.200 dragons.

C'est un régiment interarmes comprend : les 1er, 2ème et 3ème escadrons équipés de chars Leclerc ; les 1ère et 2ème compagnies d'infanterie montées sur véhicules blindés du combat d'infanterie ; un escadron de reconnaissance et d'intervention équipé de véhicules blindés légers ; une compagnie d'appui composée de deux sections du génie sur engins blindés ; un détachement de liaison d'observation et de coordination ; un escadron de commandement et de liaison ; un escadron de réservistes.

#### Les missions

En tant que régiment interarmes, le 5ème RD remplit trois missions ; renforcer la force opérationnelle terrestre pour répondre aux nouvelles menaces ; fournir une force d'opposition crédible et adaptée aux conflits du XXIème siècle pour l'entraînement de tous les régiments ; fournir des com-



battants expérimentés pour éprouver tactiquement les matériels et les équipements. Le 5ème RD est équipé de petit véhicule protégé (PVP) de liaison et de sûreté. Il remplace le Peugeot P4 pour les liaisons en zone de conflit. Le retour d'expérience des opérations extérieures a mis en évidence le manque de protection des véhicules de liaison et de commandement face aux tireurs d'élites ou des engins explosifs improvisés. Le PVP est un véhicule 4x4. Il peut transporter au maximum 7 militaires. Sa longueur est de 4,60 m, sa largeur est de 2,28 m et possède une masse au combat de 4,4 tonnes. Le PVP comprend deux versions de base. Une version « rang », pour les unités de soutien et d'appui, est armée d'une mitrailleuse de 7,62 mm ou d'une arme antichar type AT4CS. Dans sa version « commandement », le PVP accueille et intègre les moyens de

commandement du niveau groupe au niveau unité élémentaire ainsi que les moyens participant à la constitution d'un PC léger d'un groupement interarmes à dominante d'infanterie.

#### Une longue histoire

En 1668, Louis XIV crée l'arme des dragons. Le marquis de Puyguilhem, futur duc de Lauzun, sera le premier responsable de l'arme des dragons avec le titre de colonel-général. Deux régiments sont mis sur pied : le Royal dragons et le Colonel-général. Ce dernier est commandé par le duc de Lauzun. Le 1er janvier 1791, le Colonel-général est renommé 5ème Régiment de dragons. Les dragons, à l'origine, sont des fantassins armés d'un mousquet qui se déplacent à cheval et se battent à pied. Le 5ème RD participe à toutes les guerres de la Révolution, des campagnes de l'Empire, aux expéditions royales (Espagne 1823 et Belgique 1830) et à la défense de la République (1870-1871). En 1914, le 5ème RD appartient à la 13ème Brigade de dragons dépendant de la 3ème Division de cavalerie. Suite à son brillant comportement lors de la « course à la mer », la 13ème Brigade est citée à l'ordre de la division avec le texte : « *Les compagnies du 14ème Alpains, le groupe cycliste, les sapeurs cyclistes, la*



13ème Brigade de dragons, pour la manière dont ils ont préparé et maintenu l'occupation de Maucourt et de Méharicourt, les 26, 27 et 28 septembre. » En 1913, un décret de restructuration de la cavalerie avait mis sur pied 10 Groupes de chasseurs cyclistes (GCC), rattachés administrativement à un bataillon de chasseurs à pied. Les GCC ont une structure bataillonnière à 3 compagnies. Le 5 mai 1929, les GCC sont dissous et forment des bataillons de dragons portés. Le 5ème Bataillon reçoit en héritage les citations obtenues par le 6ème GCC. Ce dernier s'est vu attribuer la croix de guerre 1914-1918 avec 3 citations à l'ordre de l'armée et 2 à l'ordre de la division. La citation obtenue à l'ordre de la 5ème Armée exprime le dévouement des chasseurs cyclistes : « Engagé en première ligne du 16 au 19 avril 1917, a contribué à partir du 20 à l'organisation et à la défense d'une position conquise, sans cesse bouleversée par des obus de tous calibres et des explosions de

mines. Le 21 avril, à la suite d'une de ces explosions qui avait mis hors de combat une partie de son effectif a, par sa magnifique attitude et les initiatives hardies de ses chefs, particulièrement du capitaine Marmier, commandant le groupe, du sous-lieutenant Bullat et de l'adjudant Gimel, arrêté net et vigoureusement repoussé l'ennemi au moment où, profitant d'un entonnoir, il cherchait à s'emparer d'une position de première importance. » Le 15 décembre 1939, le 5ème Bataillon se transforme et devient le 5ème Régiment de dragons portés (RDP) comprend 2 bataillons et est inclus dans la 11ème Brigade légère mécanique, rattachée à la 1ère Division de cavalerie légère. Lors de l'offensive allemande du 10 mai 1940, le 5ème RD reçoit comme mission de se porter sur la Meuse. A Onhayes, le 1er Bataillon détruit plusieurs chars de la 7ème Panzer division, dont celui du futur maréchal Erwin Rommel qui est légèrement blessé. A Freyr, le 2ème bataillon est

encerclé. Jusqu'au 14 mai 1940, il se défend âprement, puis est anéanti. Le 1er bataillon tient Morville. Il ne se repliera que le 15 mai. Au cours des combats de Morville, le chef de corps du 5ème RD, le lieutenant-colonel Durrand de Villers est tué. L'officier allemand déclare au médecin qui soigne les 117 blessés du 5ème RD : « Je désirerais avoir l'insigne du régiment qui s'est magnifiquement battu ici et qui a fait mon admiration. » A l'issue des combats, sur les 1.200 dragons, seuls 300 étaient encore en état de combattre. Son brillant comportement vaudra au 5ème RD l'attribution de la croix de Guerre 1939-1945 avec palme : « Sous le commandement du lieutenant-colonel de Villers a combattu sans interruption du 10 au 19 mai jusqu'au sacrifice total de toutes ses unités combattantes. S'accrochant au terrain sans esprit de recul, organisant inlassablement des points d'appuis cerclés, indifférent au débordement des chars ennemis, a atteint l'extrême limite des forces humaines, donnant un magnifique exemple des plus belles vertus militaires. »

En 1944, le 5ème RD se reconstitue dans la Résistance et devient le régiment de cavalerie de la 27ème Division d'infanterie alpine à la Libération. Depuis 350 ans, le 5ème Régiment de dragons fait honneur à sa devise : « Seule la victoire l'ennoblit ».

Marc Beauvois,  
section de la Haute-Garonne



Petit véhicule blindé léger.



### Le Centre militaire d'observation par satellites « Bourgogne »

*Le Centre militaire d'observation par satellites est l'héritier de l'escadron de bombardement*

*1/92 « Bourgogne », titulaire de la croix de Guerre 1939-1945.*

*Ses deux escadrilles BR-7 et BR-35 sont titulaires de la croix de Guerre 1914-1918.*

Suite à la mise en œuvre du programme Hélios, l'Escadron d'observation par satellite est créé le 1<sup>er</sup> août 1995 sur la Base aérienne 110 de Creil. Il est remplacé le 1<sup>er</sup> septembre 2003 par le Centre militaire d'observation par satellites (CMOS).

#### Les missions

Les renseignements recueillis par les satellites sont des outils d'aide à la décision du président de la République et du gouvernement. La Direction du renseignement militaire (DRM) centralise et classe par ordre de priorité les demandes d'images du ministère des Armées et de celles des cinq pays partenaires (Allemagne, Belgique, Espagne, Grèce et Italie). Elle les transmet au CMOS qui valide techniquement les demandes et prépare les missions. Les missions sont transmises au Centre national d'études spatiales (CNES) qui a la charge de la conduite des satellites. Les images prises sont stockées à bord du satellite et envoyées vers le sol, lorsque le vecteur passe au-dessus d'une antenne de réception, dans un format crypté. Le CMOS déchiffre et transforme les images dans un format exploitable. Il les transmet ensuite au demandeur. Le 29 décembre 2020, une fusée Soyouz ST-A a décollé du Centre spa-



tial guyanais avec à son bord le nouveau satellite de reconnaissance français CSO-2 (composante spatiale optique n°2). Le CSO-1 a été lancé le 19 décembre 2018. Quant à CSO-3, son lancement a été reporté de l'année 2022 à l'année 2023 à la suite au retard du programme Ariane-6. La composante spatiale optique est la capacité d'observation spatiale incluse dans le programme MUSIS (Multinational Space-based Imaging System for Surveillance, Reconnaissance and Observation). A l'origine, MUSIS est un programme commun à la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la Grèce et l'Italie. En 2008, une lettre d'intention est signée entre les cinq ministres de la Défense. Elle a pour objectif le remplacement de 2 satellites français Hélios par 3 CSO, des satellites militaires allemands SAR-Lupe par des satellites SARah et des satellites duaux (civil et militaire) italiens COSMO-SkyMed par des sa-

tellites COSMO-SkyMed de deuxième génération. Le programme MUSIS aurait dû être opérationnel en 2015. En décembre 2010, l'absence d'accord de coopération impose à la France de lancer seule la composante spatiale optique, pour éviter tout risque de rupture capacitaire après la fin du programme Hélios II. Le 31 mars 2015, un accord est conclu entre l'Allemagne et la France. Il prévoit le financement par l'Allemagne d'un tiers de CSO-3, soit 210 M€, et l'acquisition d'un segment sol du système de chaque Etat pour permettre l'échange d'images. Parallèlement, les échanges capacitaires entre les images françaises (optiques) et italiennes (radar) se poursuivent. La Suède et la Belgique rejoignent le programme. La maîtrise d'ouvrage des satellites a été confiée au CNES. Airbus Défense & Space étant maître d'œuvre. Thales Alenia Space s'occupe de la charge utile. CSO a été conçu selon les mêmes principes que les satellites Pléiades. Le capteur optique est au centre du satellite. Toutefois, il pèse plus lourd que le satellite Pléiades (3.565 kg contre 907 kg). Selon le CNES, la qualité de l'image est unique en Europe. CSO permet de prendre des images en très haute résolution. Les trois satellites seront po-



sitionnés sur une orbite héliosynchrone visitant chaque jour le même point du globe à la même heure. CSO-1 et CSO-3 seront sur une orbite à 800 km d'altitude. CSO-2 est sur une orbite à 480 km, qui lui permet de prendre des images d'identification. Actuellement, pour mener à bien sa mission, le CMOS dispose des informations recueillies par les 2 satellites CSO, les 2 satellites duaux Pléiades (dont le ministère des Armées a assuré une partie du financement) et des informations fournies par les systèmes allemands SARah et SAR-Lupe et italien COSMO-SkyMed dans le cadre des échanges des images.

#### Les citations

Le 5 juin 2014, le CMOS reprend les traditions de l'escadron de bombardement 1/92 « Bourgogne ». L'origine de cet escadron remonte au 1er novembre 1943, date de création du Groupe de bombardement moyen (GBM) 1/32 « Bourgogne » qui vole sur Martin B-26 Marauder et participera à la campagne de la Libération. A l'issue de la seconde guerre mondiale, le GBM 1/32 « Bourgogne » reçoit la croix de Guerre 1939-1945 avec deux citations à l'ordre de l'armée.

**Première citation :** « *Unité animée du plus ardent désir de vaincre est entrée dans la lutte avec un entrain remarquable en septembre 1944. Magnifiquement entraînée par le commandant Dumesnil de Maricourt,*



**Le satellite CSO-1.**

*des objectifs de dimensions réduites, en particulier les 26 septembre 1944, les 21, 25 et 28 février et les 15 et 23 mars 1945.»*

*puis par le commandant Bouyer, et grâce au dévouement inlassable de tout son personnel a su maintenir son potentiel moral et matériel à la hauteur de ses glorieuses aînées les escadrilles Bréguet 35, H.F. 7 et la 12ème escadrille du 32ème régiment d'aviation. N'a cessé de faire preuve des plus belles qualités aéronautiques et du plus bel esprit offensif tant sur le front d'Italie que sur celui d'Allemagne. A pris une part active aux attaques des ponts du Rhin, de la ligne Siegfried, détruisant de nombreux dépôts de munitions et d'essence, des objectifs ferroviaires et routiers, désorganisant ainsi les arrières ennemis. Totalise, depuis le 1er septembre 1944, 50 missions de guerre représentant 445 sorties et plus de 1.700 heures de vol au cours desquelles 555 tonnes de bombes ont été larguées. Au cours de ces missions, deux avions furent abattus, 39 atteints dont trois gravement endommagés sur des objectifs protégés par une défense antiaérienne extrêmement violente en particulier les 16 décembre 1944, 2, 9 et 11 février, les 14, 15 et 25 mars. A obtenu des résultats remarquables sur*

**Deuxième citation :** « *Unité d'élite, magnifique d'entrain, d'allant et de cohésion. A pris une large part aux opérations de bombardement qui, achevant de désorganiser les arrières ennemis, ont permis la progression rapide des armées alliées en territoire allemand. Du 25 mars 1945, jour où un de ses équipages était abattu au-dessus de l'Allemagne, au 7 mai 1945, a effectué 16 missions représentant 154 sorties, 638 heures de vol de guerre et 210 tonnes de bombes larguées. S'est particulièrement distingué au cours des journées du 10, 18 et 19 avril 1945 en attaquant des objectifs puissamment défendus par une D.C.A. violente et précise, et au cours des journées des 10, 16, 17, 18 et 25 avril 1945 par la précision de ses tirs. »*

Les deux escadrilles BR-7 et BR-35, qui composent le CMOS 1/92 « Bourgogne », sont toutes les deux titulaires de la croix de Guerre 1914-1918 avec une citation à l'ordre de l'armée et une citation à l'ordre du corps d'armée.

**Marc Beauvois,**  
*section de la Haute-Garonne*





### Paris - 75

#### Cérémonie de la classe préparatoire « Corniche » au Collège Stanislas

Le 26 novembre 2022, la « Très Bahutée Corniche Gouraud » (TBCG) accueillait officiellement dans ses rangs 20 nouveaux bizuths (élèves de première année). L'occasion pour l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire d'être aux côtés de ces élèves du Collège Stanislas se destinant au service des armes de la France.

L'ANCGVM était représentée par le président de sa section de Paris, le lieutenant-colonel (R) Franck Galland, et par son drapeau, porté pour la circonstance par un jeune « cornichon ». Anciens, carrés (élèves des deuxième année) et bizuths se retrouvèrent ainsi autour du monument aux morts du Collège Stanislas pour cette cérémonie de tradition, solennelle et empreinte d'émotion. Après la bénédiction des « khalôts » (coiffe) par l'aumônier des classes préparatoires, ceux-ci furent remis à leurs récipiendaires. Réputé pour son excellence académique, le Collège Stanislas l'est aussi, historiquement, pour sa « Corniche ». Il se dit en effet que ce nom serait né dans cet établissement, où fut ouverte la première classe préparatoire civile à Saint-Cyr, quelques années après la défaite de 1870. Les élèves préparant Saint-Cyr y avaient l'habitude de se réunir sous une corniche de la cour

d'honneur. Fermée au cours des années 1960 comme beaucoup d'autres à cette époque, la Corniche Gouraud a rouvert en 2009 sous l'impulsion d'un élève, souhaitant intégrer l'École spéciale militaire de Saint-Cyr. Grâce aux quelques archives et témoignages d'anciens, et sous l'impulsion du censeur-directeur des classes préparatoires de l'époque, le « général aumônier », la Corniche fût recrée.

#### La « Corniche »

Le principe d'une Corniche ? Permettre à des élèves préparant les concours des grandes écoles militaires de se retrouver et de s'entraîner ensemble. Un soutien pour les épreuves académiques, mais aussi pour les épreuves sportives propres

aux grandes écoles militaires, y est dispensé. Dans son désir de transmettre les valeurs des croix de Guerre et de la Valeur militaire aux jeunes générations, l'ANCGVM a donc souhaité, fort naturellement, se rapprocher de la Corniche à travers un partenariat signé en juin 2022 entre le colonel (H) Michel Bachette-Peyrade, président national, Frédéric Gautier, directeur du Collège Stanislas, et Mayeul Dubois, « Z » Corniche (président du bureau des élèves). Depuis la création de la croix de Guerre en 1915, puis de la croix de Guerre des théâtres d'opérations extérieurs en 1921 et enfin de la croix de la Valeur militaire en 1956, nombreux sont les anciens élèves du Collège Stanislas à avoir été titulaires, de leur vivant ou à titre posthume, de l'une de ces décorations, signe de leur bravoure et de leur sens du sacrifice au service de la France. Le dernier en date est le chef d'escadrons Romain Chomel de Jarnieu, (ESSEC et ancien préparatoire au Collège Stanislas), tombé au Mali le 25 novembre 2019. Son nom figure désormais, gravé à jamais, sur le monument dédié aux anciens élèves tombés au champ d'honneur.

**Franck Galland**  
*président*





## Finistère - 29 - Relecq-Kerhuon

## Le devoir de mémoire



*Les deux délégations militaires et une partie des autorités.*

Jeudi 27 octobre 2022, les responsables de la section du Finistère ont invité les membres adhérents en assemblée générale. Dans le cadre du devoir de mémoire, une cérémonie s'est ensuite déroulée au monument aux morts de la ville du Relecq-Kerhuon. Cette ville adhérente est décorée de la croix de Guerre 1939-

1945. Outre les autorités civiles et militaires, dont le représentant du préfet maritime ainsi que deux représentants de deux autres communes décorées (Plougastel et Guipavas), deux délégations d'unités militaires étaient présentes : celle du sous-marin nucléaire lanceurs d'engins *Le Triomphant*, héritier du dernier contre-

torpilleur décoré de la croix de Guerre 1939-1945 et celle de l'Ecole des mousses, plus que centenaire et dont le drapeau est décoré de trois croix de Guerre (1914-1918, Théâtres d'opérations extérieurs, 1939-1945). Après l'envoi des «couleurs», le maire a lu la citation de la commune: « Commune presque entièrement détruite au cours des opérations de guerre. Malgré le chiffre élevé de ses victimes, a mis sur pied un centre de résistances très important et très actif, et s'est distingué dans divers engagements ». Il a été procédé à un dépôt de gerbes, suivi de la sonnerie aux morts puis de la minute de silence et de la «Marseillaise». A l'issue, toutes ces personnes ont été ensuite invitées pour une réception à la mairie.

**Christian Blondel,**  
*secrétaire*



*Dépôt de gerbe par le maire et le président de la section.*



Manche - 50 - Condé-sur-Vire

# Assemblée générale du 1er octobre 2022

Sur invitation de Laurent Pien, maire de Condé-sur-Vire, commune décorée de la croix de Guerre, et en présence d'Alain Sevéque, maire d'Agneaux, ainsi que de Sylvie Leblond, maire de Rampan (communes également décorées de la croix de Guerre), l'assemblée générale ordinaire de la section de la Manche de l'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire s'est tenue le samedi 1er octobre 2022. Frédéric Drujon, président de la section, a présenté le

rapport moral et financier aux membres de la section, présents en nombre dans la salle des fêtes mise à leur disposition par la mairie.

A l'issue des différents votes, les comptes de l'association ont été validés et le bureau reconduit. L'assemblée générale a été suivie d'une cérémonie de dépôts de gerbes, au monument aux morts pour la France à Condé-Sur-Vire, par les autorités présentes et la section. Laurent Pien a ensuite convié les per-

sonnes présentes au vin d'honneur offert par la mairie.

Ensuite, les membres de la section et les autorités présentes se sont retrouvés autour d'un repas, toutes et tous, contents de se retrouver après cette période difficile où le Covid empêchait tout rassemblement public dans de bonnes conditions de sécurité.

Frédéric Drujon,  
*président de la section  
de la Manche*



*Devant le monument aux morts pour la France : Laurent Pien, maire de Condé-sur-Vire ; Frédéric Drujon, président de la section de la Manche, Jacky Françoise, président des Anciens Combattants de la commune ; autres maires et membres de la section ainsi que des porte-drapeaux d'autres associations.*



## Boutique - ANCGVM



« La Croix de Guerre 14-18 »  
15 € (hors frais de port)



« Honneur de la cité »  
12 € (hors frais de port)



« Croix de Guerre des OPEX »  
10 € (hors frais de port)



« La Croix de la Valeur Militaire »  
10 € (hors frais de port)



Coupe ANCGVM  
35 € (hors frais de port)



« La marque de courage »  
30 € (hors frais de port)



Médaille du centenaire ANCGVM  
30 € (hors frais de port)



Couteau centenaire  
20 € (hors frais de port)



Jeux de cartes ANCGVM  
7 € (hors frais de port)



Pin's  
4 € (hors frais de port)



Cravate  
25 € (hors frais de port)

Règlement par chèque bancaire à l'ordre de : ANCGVM

À adresser à l'Association Nationale des Croix de Guerre et de la Valeur Militaire  
Hôtel national des Invalides, 129 rue de Grenelle, 75700 PARIS CEDEX 07

Ou

Rendez-vous sur la boutique en ligne :

<https://croixdeguerre-valeurmilitaire.fr/boutique/>



## ASSOCIATION NATIONALE des CROIX DE GUERRE et de la VALEUR MILITAIRE

Fondée en 1919 - Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 - Reconnue d'utilité publique (Décret du 22 avril 1963)

### « UNITÉS MILITAIRES DÉCORÉES »

« Lorsque l'on parle de courage et de grandeur, c'est vers les Croix de Guerre que se tournent les regards. »  
(Alphonse JUAN, Maréchal de France)

### Formulaire d'adhésion « UNITÉ MILITAIRE DÉCORÉE »

APPELLATION DE L'UNITÉ (en majuscule) : .....

Nationalité de l'Unité : ..... Armée d'appartenance : .....

Chef de corps ou commandant d'unité : .....

Nom de la personne à contacter : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : ..... Pays : .....

Téléphone fixe : ..... Mobile : ..... Courriel : .....

#### Citations à l'ordre :

- Croix de guerre : 1914-1918  1939-1945  TOE
- Croix de la valeur militaire
- Médaille d'honneur de la gendarmerie nationale avec citation

#### Fourragères :

.....

#### Ordres nationaux :

- Légion d'honneur :  Date : .....
- Ordre de la Libération :  Date : .....

#### Autres décorations militaires ou civiles, françaises ou étrangères :

.....

#### Cotisation annuelle :

Qualité	Cotisation (1)	Annuelle (4)	Total
Unité décorée	- de base (2)	50 €	=
	- élargie (3)	150 €	=

(1) Rapet la mention inscrite

(2) Un abonnement remis « Croix de guerre et Valeur militaire » inclus.

(3) 4 abonnements (chef de corps ou chef d'unité) « catégories : officiers, sous-officiers ou officiers maritimes et militaires du rang »

(4) Différence d'une facture

Merci de bien vouloir adresser ce formulaire accompagné de votre règlement par chèque ou par virement à l'ordre de l'ANCGVM.

#### Relevé d'identité bancaire

Code banque	Code guichet	Code BIC	Numéro de compte	Cli
10187	00177	BREOF33PPXXX	00017040620	33

Code bancaire international (IBAN) : FR76 1010 7001 7700 0170 4062 003

Fait à ..... le ..... / ..... / ..... Cachet et signature :

Siège social : Hôtel National des Invalides - 129, rue de Grenelle - 75007 PARIS

Tel : 01 44 42 38 47 - Courriel : [ancgvm@snr.fr](mailto:ancgvm@snr.fr) - SIRET 311 853 063 000 23

Site internet : [www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr](http://www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr)

Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Groupement n°31



**ASSOCIATION NATIONALE des CROIX DE GUERRE et de la VALEUR MILITAIRE**  
Fondée en 1919 - Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 - Reconnue d'utilité publique (Décret du 22 avril 1963)

*« Lorsque l'on parle de courage et de grandeur, c'est vers les Croix de Guerre que se tournent les regards. »  
(Alphonse JAIN, Maréchal de France)*

### Formulaire d'adhésion Membre titulaire

NOM (en majuscule) : ..... Prénoms : .....  
Né(e) le : ..... à : ..... Dépt. ou pays : .....  
Civilité ou grade : ..... Nationalité : .....  
Adresse : .....  
Code Postal : ..... Ville : ..... Pays : .....  
Téléphone fixe : ..... Mobile : .....  
Courriel : .....

Armée d'appartenance : Terre Air Mer Gendarmerie

Carte du combattant : n° : ..... Délivrée le : ..../..../..... Par : .....

#### Citations à l'Ordre :

- Croix de guerre 1939-1945 : Ordre : ..... Date : .....
- Croix de guerre des TOE : Ordre : ..... Date : .....
- Croix de la valeur militaire : Ordre : ..... Date : .....
- Médaille d'honneur de la gendarmerie nationale avec citation :  
Ordre : ..... Date : .....
- Médaille d'or de la défense nationale pour citation sans croix :  
Ordre : ..... Date : .....

#### Ordres nationaux et Médaille militaire :

- Légion d'honneur : Grade : ..... Date : .....
- Médaille militaire : ..... Date : .....
- Ordre national du Mérite : Grade : ..... Date : .....

#### Autres décorations militaires ou civiles, françaises ou étrangères :

.....  
.....

Qualité	Cotisation (1)	Annuelle (2)	Don (2)	Total
Membre titulaire	de Base	30 €	*	=
	Soutien	de 50 à 99 €	*	=
	Bienfaisance	100 € et plus	*	=

(1) Abonnement annuel « Croix de guerre et Valeur militaire » inclus.

(2) Différence d'un pays permettant éventuellement de déduire 40 % de la cotisation et des dons.

Merci de bien vouloir adresser ce bulletin accompagné de votre règlement à l'Ordre de l'ANCCGM.

Fait à ..... le ..../..../..... Signature : .....

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application des articles 28 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Siège social : Hôtel National des Invalides - 129, rue de Grenelle - 75007 PARIS  
Tél : 01 44 42 38 47 - Courriel : [ancgvm@isfr.fr](mailto:ancgvm@isfr.fr) - SIRET 311 853 063 000 23  
Site internet : [www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr](http://www.croixdeguerre-valeurmilitaire.fr)  
Affiliée à la Fédération nationale André Maginot - Groupement n°31

# CARNET

## ADHÉSIONS

DEPUIS SEPTEMBRE 2022

MEMBRES

Siège national

Paul LANDELLE

Section des Graves

Christian SCHMITT

Section du Morbihan

Paul APPOLINAIRE

VILLES

02 - BERRY-AU-BAC

02 - CHIERRY

02 - NANTEUIL-NOTRE-DAME

10 - MUSSY-SUR-SEINE

21 - VILLY-EN-AUXOIS

54 - BACCARAT

54 - COURBESSEAUX

60 - SALENCY

60 - SAINT-CREPIN-AUX-BOIS

68 - HAGUENBACH

88 - SAINT-LEONARD

INSTITUTION CIVILE

AGRO PARIS TECH ALUMNI

## DÉCÈS

Section des Graves

Michèle LABORDE

Section du Morbihan

Jean LE DREFF

Section du Nord

Gérard DESCAMPS

Section du Puy-de-Dôme

Jean-Paul VAILHE

Jean-Claude COUDARD

## DÉCORATIONS

### LEGION D'HONNEUR

*Au grade de Chevalier :*

Section de Haute-Corse

Bruno DROGUET

Section de la Savoie

Jacques BOUISSOU

Section du Val-de-Marne

Alain RANC

### MEDAILLE MILITAIRE

Section de la Somme

Jean-François FELIX

### ORDRE NATIONAL

DU MERITE

*Au grade de Chevalier :*

Section de la Gironde

Roland DAHAN

### MEDAILLE DE L'AERONAUTIQUE

Section du Puy-de-Dôme

Alain BONNET



*L'Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire  
adresse ses sincères condoléances aux familles endeuillées  
et les assure de toute son amitié.  
Elle souhaite la bienvenue aux nouveaux membres.*

